

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 919**30 décembre 2000****SOMMAIRE**

4.4.2., S.à r.l.	44066	Fergus Chadwith, S.à r.l., Luxembourg	44067
Activ'Invest S.A., Luxembourg	44109	Globus Research & Development HSA, Luxembourg	44066
Advocates' House Kirchberg S.A., Luxembourg	44071	ING International Currency Management Fund, Sicav, Strassen	44105
Afford Holdings S.A., Luxembourg	44109	Interfinance & Consulting HSA, Luxembourg	44066
Amplex S.A., Luxembourg	44100	Intfideco S.A., Luxembourg	44104
Amplex S.A., Luxembourg	44101	Investplus, Sicav, Luxembourg	44104
Amsit S.A., Luxembourg	44112	IPPA Portfolio Fund, Sicav, Luxembourg	44106
Anglo Irish Bank World Derivatives, Sicav, Luxembourg	44112	Jefferies Umbrella Fund, Sicav	44111
Antalan Group Holding S.A., Luxembourg	44092	Joseph Bech Building Kirchberg S.A., Luxembourg	44089
API Europe, S.à r.l., Dudelange	44102	Joseph Bech Building Kirchberg S.A., Luxembourg	44082
Apollo Global Derivatives, Sicav, Luxembourg	44107	Ladelux S.A., Rombach-Martelange	44091
Applique Consulting, S.à r.l., Luxembourg	44097	Lynes Holding S.A., Luxembourg	44108
Berenberg Fund-of-Funds	44094	Mercury World Bond Fund, Sicav, Luxembourg ..	44103
Bref S.A.H., Luxembourg	44111	Nippon Assets Investments S.A., Luxembourg ..	44106
Burk, Evans & Associates HSA, Luxembourg	44066	Novalis Holding S.A. , Luxembourg	44108
Car Park Kirchberg S.A., Luxembourg	44076	Otis S.A. Luxembourg, Luxembourg	44108
Cifco S.A. Holding, Luxembourg	44110	Sinopia M.B.F., Sinopia Multi Bond Fund, Sicav ..	44111
Cifco S.A. Holding, Luxembourg	44111	Sulfone Investissements S.A., Luxembourg	44108
Consortium International d'Investissements Economiques S.A.H., Luxembourg	44110	T.S.T. Global Transport S.A.	44066
Contracta Finance S.A., Luxembourg	44110	Unibank Investment Management Fund, Sicav, Luxembourg	44089
Coparrinal S.A., Luxembourg	44109	Unibank Investment Management Fund, Sicav, Luxembourg	44090
Creditanstalt Central and Eastern European Trust, Sicav, Luxembourg	44107	Unipatent Holding S.A., Luxembourg	44100
DAB Advisers I Funds, Sicav, Luxembourg	44103	Valpinvest S.A.H., Luxembourg	44101
Elaine Luxembourg S.A.	44070	Vassy Calisto Holding S.A., Luxembourg	44101
Emporio	44067	Vernel Securities S.A., Luxembourg	44110
European Multi Index Fund, Sicav, Luxembourg ..	44104	Vétilux, S.à r.l., Soleuvre	44076
Euvida Trans, S.à r.l.	44067		
Faber (Luxembourg) S.A. H., Luxembourg	44109		

T.S.T. GLOBAL TRANSPORT S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 74.383.

EXTRAIT

Le siège de la S.A. T.S.T. GLOBAL TRANSPORT, situé à L-5365 Munsbach, 2, Parc d'Activités Syrdall, est dénoncé avec effet immédiat.

Munsbach, le 24 novembre 2000.

SOFINTER, S.à r.l.

Le domiciliataire

S. Battista / M. Sins

Enregistré à Remich, le 12 décembre 2000, vol. 176, fol. 48, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(71871/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2000.

4.4.2., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 54.478.

Décision du domiciliataire

Le siège social de la société susvisée est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 octobre 2000.

Pour extrait conforme

Le domiciliataire

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2000, vol. 546, fol. 99, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(71928/503/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2000.

GLOBUS RESEARCH & DEVELOPMENT HSA.

Gesellschaftssitz: L-1142 Luxemburg, 11, rue Pierre d'Aspelt.

H. R. Luxemburg B 20.712.

Herr A. Schumacker legt sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied mit sofortiger Wirkung nieder.

18. Dezember 2000.

A. Schumacker.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2000, vol. 547, fol. 40, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(72065/567/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2000.

INTERFINANCE & CONSULTING HSA.

Gesellschaftssitz: L-1142 Luxemburg, 11, rue Pierre d'Aspelt.

H. R. Luxemburg B 28.986.

Herr A. Schumacker legt sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied mit sofortiger Wirkung nieder.

18. Dezember 2000.

A. Schumacker.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2000, vol. 547, fol. 40, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(72090/567/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2000.

BURK, EVANS & ASSOCIATES HSA.

Gesellschaftssitz: L-1142 Luxemburg, 11, rue Pierre d'Aspelt.

H. R. Luxemburg B 24.351.

Herr A. Schumacker legt sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied mit sofortiger Wirkung nieder.

18. Dezember 2000.

A. Schumacker.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2000, vol. 547, fol. 40, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(71978/567/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2000.

EUVIDA TRANS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.*Dénonciation de Siège*

Par la présente, le siège de la société sous rubrique est dénoncé avec effet immédiat.

Fait à Ehnen, le 11 décembre 2000.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

Signature

Enregistré à Remich, le 12 décembre 2000, vol. 176, fol. 48, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(71403/598/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2000.

EMPORIO, Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 69.354.

Il résulte d'un courrier recommandé adressé en date du 23 novembre 2000 aux responsables et actionnaires de la société anonyme EMPORIO avec siège social actuellement inconnu et ancien siège social à L-1740 Luxembourg, 120, rue de Hollerich, enregistrée au R. C. de Luxembourg sous le numéro B 69.354, que Monsieur J. Kazantzis a démissionné de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

Pour inscription - réquisition - modification

J. Kazantzis

Enregistré à Capellen, le 8 décembre 2000 vol. 136, fol. 81, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): A. Santioni.

(71693/999/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2000.

FERGUS CHADWITH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

STATUTS

L'an deux mille, le vingt-sept juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Roberto Nasseti, entrepreneur, né à Milan, Italie, le 18 avril 1944, demeurant à San Giacomo Zibido (MI) via Togliatti, Italie.

Ici représentée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée que le fondateur déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de FERGUS CHADWITH, S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet la mise en valeur des immeubles apportés par le ou les associés ainsi que l'acquisition et la mise en valeur de tous autres immeubles. La mise en valeur comporte l'achat, la négociation, la gestion, l'entretien, la location, la vente ou l'échange d'immeubles.

La société a également pour objet, la prise de participations dans toutes sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de son portefeuille.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts et à l'étranger moyennant l'unanimité des associés.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital, Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) parts sociales de EUR 100,- (cent euros) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées par une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affectée à la réserve légale.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les cessions de parts sont régies comme suit:

1. Cession en cas d'associé unique.

Les cessions de parts sociales sont libres.

2. Cession en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, les cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code civil.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

A l'unanimité, les associés peuvent décider de procéder au rachat de parts sociales propres de la société.

Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Chaque gérant aura individuellement et sous sa seule signature les pleins pouvoirs pour engager la Société pour tous actes, dans les limites fixées par son objet social ou la loi.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat, et ce conformément aux exigences légales, en ce compris notamment les dispositions prescrites par les articles 59, 162 et suivants de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales et celles relatives à l'évaluation et à la libération des apports en nature.

Art. 13. Sauf en cas de gérant unique, les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Toutefois, en cas d'urgence ou de difficultés matérielles, la tenue de réunions n'est pas obligatoire.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. En cas de pluralité, les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettres recommandées.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

En cas de décision modificative des statuts prise par voie circulaire, les votes émis seront dépouillés et le résultat du scrutin fera l'objet d'un procès-verbal établi par acte notarié, le tout par et à la requête de la gérance ou de toute personne à ce déléguée par la gérance.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitées.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social, Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année avec effet au 31 décembre, la gérance établit le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes les dettes actives et passives, et le compte de profits et pertes ainsi qu'une annexe conforme aux dispositions de la loi en vigueur.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires, lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dissolution, Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par les gérants ou un associé désigné et qui auront les pouvoirs les plus larges pour réaliser les actifs et régler le passif de la Société.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en conformité avec l'article neuf des statuts.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales luxembourgeoises en vigueur.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2000.

Souscription, Libération

Les trois cent dix parts sociales représentant le capital social ont toutes été souscrites par Monsieur Roberto Nassetti, fondateur prénommé, moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant global de EUR 1.285.000,- (un million deux cent quatre-vingt-cinq mille euros).

Le capital social a été intégralement libéré et la prime d'émission totalement payée par des apports d'immeubles situés en Italie, ci-après décrits:

Description des apports:

Tous situés sur le territoire de la République Italienne.

I. Commune de Bergeggi, localité de Torre del Mare (Savona), Via Torre d'Ere 22, villa rotonda:

Une petite maison unifamiliale avec jardin alentour, comprenant quatre chambres, salle de bains, toilettes, sur deux étages, limitée ou l'ayant été du côté montagne par une route, à l'est par la propriété Rasponi, au sud par la propriété Borlandi et Moscarotti, à l'ouest par la propriété Odenino et au sud-ouest par la propriété Mingarelli, cadastré sous lot numéro 287, feuille 8A, plan 280 incluant le plan 304, section S1-2, catégorie A/7, classe U, 7 pièces, revenu ITL 1.848.

Bien appartenant à l'apporteur par acte du ministère du notaire Mario Zanobini, de résidence à Savona, en date du 16 avril 1985, contenant vente par Helming Maria Katharina Elisabeth.

Ce bien est grevé d'une hypothèque sous inscription N. 641 du 5 juillet 1996 en faveur de la BANQUE AGRICOLE de Milan, dont le solde dû actuel s'élève à ITL 550.000.000,- (cinq cent cinquante millions de lires italiennes), soit EUR 284.051,- (deux cent quatre-vingt-quatre mille cinquante et un euros).

La dette hypothécaire est apportée avec l'immeuble.

Il est estimé à EUR 516.000,- (cinq cent seize mille euros).

II. Commune de Tesero, copropriété de Pampeago (Trento), Via Torre d'Ere 22, villa rotonda:

Une villa comprenant deux étages résidentiels et un troisième étage en terrasse, désignée et décrite sous référence P. ed. 1146 - P. Mat. 20, mq. 72.

Bien appartenant à l'apporteur par acte sous seing privé daté du 5 août 1976, déposé au rang des minutes du notaire Giuseppe Gesi, de résidence à Trento par acte enregistré à Trento le 24 août 1976, contenant vente par la société IMMOBILIARE DOLOMITI S.p.A.

Ce bien est libre d'hypothèque.

Il est estimé à EUR 180.000,- (cent quatre-vingt mille euros).

III. Commune de Zibido San Giacomo (Milano), via Togliatti, 6:

Une villa comprenant deux étages résidentiels et vingt et une pièces, cadastré sous lot 9, Map. 221 sub. a- 0.16.70 - R.D.L. 162,83 - R.A.L. 61,79, sous référence du 2 octobre 1975 n. 42245 et 42244, tenant ou ayant tenu au nord parcelle cadastrale 221d, à l'est via Togliatti, au sud parcelle cadastrale 221J et à l'ouest parcelle cadastrale 221/e.

Bien appartenant à l'apporteur par acte du ministère du notaire Claudio Malberti, de résidence à Milan en date du 16 février 1976, contenant vente par Giuseppe Longoni et Valentini Giovanna in Rosiello.

Ce bien est libre d'hypothèque.
Il est estimé à EUR 620.000,- (six cent vingt mille euros).

Déclaration

Il est déclaré par la partie ayant effectué l'apport en nature:
- qu'elle est toujours propriétaire de cet ensemble immobilier;
- que cet apport est effectué ensemble avec l'emprunt hypothécaire susmentionné;
- que l'emprunt hypothécaire, les intérêts à payer, et la dette envers la BANQUE AGRICOLE de Milan, sont évalués à EUR 284.051,- (deux cent quatre-vingt-quatre mille cinquante et un euros);
- que l'apport net est constitué de la différence entre la valeur retenue des actifs immobiliers et les dettes à supporter, soit une valeur nette de EUR 1.031.949,- (un million trente et un mille neuf cent quarante-neuf euros), soit LUF 41.628.720,- (quarante et un millions six cent vingt-huit mille sept cent vingt euros).

Cet apport en nature est effectué aux conditions suivantes:

- l'immeuble est apporté en société tel et dans l'état qu'il se trouve à l'heure actuelle et chacun des comparants déclare parfaitement le connaître, avec les servitudes passives ou actives, occultes ou apparentes,
- l'immeuble est apporté en société avec toutes les inscriptions ou transcriptions ou toutes les charges réelles pouvant exister, y compris l'hypothèque susvantee et la dette afférente.

Pour le surplus, les parties s'engagent à notifier à l'établissement de crédit visé ci-dessus, copie du présent acte, et déchargent le notaire soussigné des formalités y afférentes et notamment pour parvenir à la novation.

L'autre associé déclare expressément accepter les déclarations qui précèdent, et reconnaît avoir une exacte connaissance de l'apport en question et accepter sa valeur.

Les associés déchargent le notaire instrumentant de toutes investigations relatives à la valeur du prédit apport en nature et des passifs existants dont ils déclarent connaître les conditions et vouloir faire leur affaire personnelle de toutes les conséquences relatives à cet apport et d'une éventuelle moins-value de l'apport ou d'un éventuel accroissement du passif reconnu.

De même les parties déclarent vouloir se charger personnellement des opérations et formalités de transcription du présent acte en Italie, tous pouvoirs étant donnés à un porteur d'une expédition du présent acte pour accomplir toutes formalités requise.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ six cent vingt mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants précités, représentant la totalité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté qu'elle était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Claudio Massa, administrateur de sociétés, demeurant à Lugano Aldesago, via Aldesago n° 133, de nationalité Suisse.

Conformément aux statuts, la Société se trouvera engagée par la signature du gérant pour tous actes, dans les limites fixées par son objet social et par la loi.

2) Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2000, vol. 125S, fol. 32, case 5. – Reçu 416.287 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2000.

J. Elvinger.

(42316/211/229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

ELAINE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 65.010.

Société constituée en date du 26 juin 1998, par acte reçu par Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 654 du 15 septembre 1998, à la page 31372.

L'Etude KREMER ASSOCIES & CLIFFORD CHANCE, dans les bureaux de laquelle la société ELAINE LUXEMBOURG S.A. avait fait élection de son siège social, au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, dénonce avec effet immédiat tout office de domiciliation de ladite société.

Actuellement, ladite société est sans siège social connu au Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2000.

C. Kremer.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2000, vol. 547, fol. 36, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(71690/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2000.

ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1852 Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck.

H. R. Luxemburg B 70.653.

Im Jahre zweitausend, den achtzehnten Dezember.

Vor Uns Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg,

ist die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft («société anonyme») ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. (im folgenden «die Gesellschaft»), Aktiengesellschaft («société anonyme») Luxemburger Rechts, mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck, zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gemäß einer am 15. Juni 1999 von Herrn André Schwachtgen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, aufgenommenen Aufspaltungsurkunde, veröffentlicht im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial Ausgabe C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer C 718 vom 28. September 1999, gegründet.

Die Versammlung beginnt um 15.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Daniel Debras, Dipl. Ingenieur, wohnhaft in L-7260 Bereldange, 24, rue Aldophe Weis.

Der Vorsitzende benennt als Schriftführer Herrn Patrick Zeches, Ingenieur, wohnhaft in L-3271 Bettembourg, 102, rue de Peppange.

Die Versammlung bestimmt als Stimmzähler Herrn René Diederich, Anwalt, wohnhaft in L-1734 Luxemburg, 4, rue Carlo Hemmer.

Welche Genannten alle anwesend sind und diese Urkunde mit unterzeichnet haben.

Der Vorsitzende erklärt und bittet den Notar folgendes zu beurkunden:

I. daß die Tagesordnung dieser Versammlung wie folgt ist:

1. Annahme und Durchführung der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., jeweils mit Gesellschaftssitz in L-1852 Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck, infolge ihrer Auflösung ohne Abwicklung durch Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. ausnahmslos gemäß den Artikeln 257 bis 276 des abgeänderten Gesellschaftsgesetzes vom 10. August 1915, mit Wirkung zum 30. September 2000, an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. in Anbetracht des Verschmelzungsentwurfes, welcher gemäß den gesetzlichen Bestimmungen am 17. November 2000 im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial Ausgabe C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 846, veröffentlicht wurde, und in Anbetracht des Berichtes des Verwaltungsrates der Gesellschaft und des Berichtes des von der Präsidentin des Handelsgerichtes Luxemburg unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

2. Annahme der ausnahmslosen Übertragung der Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. gemäß den Bestimmungen des Verschmelzungsentwurfes und Annahme des in dem Verschmelzungsentwurf vorgeschlagenen Austauschverhältnisses und der Ausgabebedingungen der neuen Aktien der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

II. daß die bei dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Aktionäre und die Zahl der sich im Besitz eines jeden dieser Aktionäre befindenden Aktien auf einer Anwesenheitsliste vermerkt sind, welche durch die anwesenden Aktionäre und durch die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichnet ist, und daß sich die Mitglieder der Versammlung ausdrücklich auf diese Anwesenheitsliste beziehen, welche von den Mitgliedern des Versammlungsausschusses aufgestellt wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten, welche mit der ne varietur Unterschrift der Mitglieder des Versammlungsausschusses und des amtierenden Notars versehen wurden, werden dieser Urkunde beigefügt und gemeinsam mit dieser Urkunde registriert.

III. daß es sich aus dieser Anwesenheitsliste ergibt, daß die Gesamtheit der Aktien, die das Gesellschaftskapital darstellen, in dieser Versammlung anwesend oder vertreten sind, so daß die ansonsten notwendige Einberufung, auf welche die anwesenden und vertretenen Aktionäre ausdrücklich verzichten, sich erübrigt und diese Versammlung in gültiger Form über sämtliche auf der Tagesordnung sich befindenden Punkte befinden kann.

Nachdem diese Tatsachen der Versammlung unterbreitet und von der Versammlung als richtig anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach erfolgter Diskussion, einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

Erster Beschluß

Die Versammlung stimmt dem Verschmelzungsentwurf zu, so wie dieser am 17. November 2000 gemäß den Bestimmungen des Artikels 262 des abgeänderten Gesellschaftsgesetzes veröffentlicht wurde und zwar angesichts folgender Unterlagen:

(a) des Verschmelzungsentwurfes;

(b) der Bilanzen sowie der Gewinn- und Verlustrechnungen der drei vergangenen Geschäftsjahre der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. sowie der Geschäftsberichte und der Zwischenbilanzen der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. zum 30. September 2000;

(c) der Berichte der Verwaltungsräte der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. gemäß Artikel 265 des Gesellschaftsgesetzes;

(d) der Berichte des gemäß einem Beschluß der Präsidentin des Handelsgerichtes Luxemburg genannten gemeinsam unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, welche in Übereinstimmung mit den Artikeln 266 und 26-1 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erstellt wurden.

Sämtliche anwesenden und vertretenen Aktionäre erkennen an, daß sie in die vorgenannten Unterlagen Einsicht nehmen konnten und sie erklären ausdrücklich, auf die diesbezüglichen vom Gesetz vorgesehenen Fristen verzichten zu wollen.

Die Versammlung beschließt, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 257 bis 276 des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften, die Annahme der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., durch die die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., infolge ihrer Auflösung ohne Abwicklung, sämtliche Aktiva und Passiva, ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. zu übertragen, und zwar mittels Ausgabe ohne Ausgleichung an die Aktionäre der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. von Aktien der Aktiengesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. im Verhältnis von einer neuen Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. für alle Aktien der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. sowie von einer neuen Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. für alle Aktien der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A.

Zweiter Beschluß

Die Versammlung stimmt dem Einbringen sämtlicher Aktiva und Passiva des Gesamtvermögens der Gesellschaft in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. zu, so wie dies in dem Verschmelzungsentwurf vorgesehen ist und zwar wie folgt:

	Joseph Bech Building Kirchberg S.A. Bilanz vor Fusion zum 30.09.2000 EUR	Advocates' House Kirchberg S.A. Übertragungswerte zum 30.09.2000 EUR	Car Park Kirchberg S.A. Übertragungswerte zum 30.09.2000 EUR	Summe Fusionsbilanz zum 30.09.2000 EUR
<i>Aktiva</i>				
Immobilien	137.581.788,02	0,00	0,00	137.581.788,02
Sachanlagen				
Vorräte	4.684.906,23	8.437.397,01	1.700.042,87	14.822.346,11
Forderungen				
aus L+L	2.195.229,46	17.272,40	0,00	2.212.501,86
gg. verb. Untern.	675.806,98	0,00	0,00	675.806,98
sonstige	4.600.874,07	949.805,22	1.016,08	5.551.695,37
Guthaben				
Kreditinstitute	84.303,10	4.052,76	45.500,78	133.856,64
Summe Aktiva	149.822.907,86	9.408.527,39	1.746.559,73	160.977.994,98
<i>Passiva</i>				
Eigenkapital	61.725,49	30.986,69	30.986,69	61.775,07
Gesetzliche Rücklage	6.197,34	0,00	0,00	6.197,34
Bilanzgewinn/-verlust	-11.425.431,75	-96.769,34	-33.595,13	-11.493.872,42
Rückstellungen				
aus Steuern	15.214,54	61,97	61,97	15.338,48
sonstige	2.478,91	3.718,40	3.718,40	9.915,71
Verbindlichkeiten				
aus L+L	318.261,57	13.271,87	0,00	331.533,44
gg. verb. Untern.	50.766.544,11	9.457.257,80	1.744.332,65	61.968.134,56
sonstige	3.080.420,70	0,00	1.055,15	3.081.475,85
gg. Kreditinstitute	106.997.496,95	0,00	0,00	106.997.496,95
Summe Passiva	149.822.907,86	9.408.527,39	1.746.559,73	160.977.994,98

Immobilienwerte

A. Beschreibung der Lose

Die im Rahmen der Übertragung von Aktiv- und Passivposten an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. erwähnte Rubrik der Aktiva des früheren Gesamtvermögens der Gesellschaft mit der Benennung «Immobilien» umfaßt die Anteile der Gesellschaft in den nachfolgend im Kataster der Gemeinde Luxemburg eingetragenen Parzellen:

Sektion EC von Weimerskirch

1. Los A4, Platz, mit einer Fläche von 4,02 Ar, Teil der Nummer 1014/5075.
2. Los A32, mit öffentlichen Auflagen belegter Platz, mit einer Fläche von 0,63 Ar, Teil der Nummer 1014/5075.

Sektion ED von Neudorf

3. Los A7, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 14 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
4. Los A8, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 9,14 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
5. Los A9, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 0,71 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
6. Los A10, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 9,67 Ar, Teil der Nummer 435/4442,

7. Los A11, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 314,20 Ar, Teil der Nummern 435/4404, 435/4405, 435/4406, 435/4407, 435/4408 und 435/4409,

8. Los A12, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 10,36 Ar, Teil der Nummern 435/4407 und 435/4409,

9. Los A13, mit öffentlichen Auflagen belegter Platz, mit einer Fläche von 12,39 Ar, Teil der Nummern 435/4404, 435/4405, 435/4406, 435/4407 und 435/4408,

auf einem von Herrn Roger Terrens, Ingenieur der Kataster- und Topographieverwaltung zu Luxemburg am 11. Oktober 1996 gezeichneten Lageplan.

Infolge einer Katasterumorganisation wurden die vorerwähnten Grundstückspartellen mit einer Gesamtfläche von 375,12 Ar im Kataster der Gemeinde Luxemburg unter der Sektion ED von Neudorf, Ort genannt «rue Alphonse Weicker», neu gruppiert und mit folgenden Nummern versehen:

die auf dem vorerwähnten Lageplan von Herrn Roger Terrens eingetragenen und mit öffentlichen Auflagen belasteten vorgenannten Grundstücke - Plätze, die als Lose A32, A13 und A9 bezeichnet sind, werden fortan - gemeinsam mit den auf dem vorerwähnten Lageplan bezeichneten Losen A2 und A31, die hier unter diesem Buchstaben nicht betroffen sind - unter der Nummer 435/4498 geführt;

die auf vorerwähntem Lageplan eingetragenen Grundstücke - Plätze, die als Lose A7, A8 und A10 bezeichnet sind, werden fortan unter der Nummer 435/4497 geführt;

und die auf vorerwähntem Lageplan eingetragenen Grundstücke - Plätze, die als Lose A4, A7, A11 und A12 bezeichnet sind, werden fortan - gemeinsam mit den auf dem vorerwähnten Lageplan bezeichneten Losen A1 und A14, die hier unter diesem Buchstaben nicht betroffen sind - unter der Nummer 435/4496 geführt.

B. Eigentumsnachweis

Die Gesellschaft hat die vorgenannten Grundstücke vom «Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg», einer öffentlichen Einrichtung, die durch Gesetz vom 7. August 1961 sowie durch Gesetz vom 28. August 1968 in Abänderung des Gesetzes vom 7. August 1961 betreffend die Schaffung eines «Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg» geschaffen wurde, wie folgt erworben:

1. Die als Lose A32, A4, A11, A12, A13 sowie die hier nicht betroffenen als Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E (die Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C und 2/D, gemeinsam mit dem hier nicht betroffenen Los 2/E, entsprechend dem früheren Los A1; die Lose 4/B, 4/C, 4/D und 4/E entsprechend dem früheren Los A2 sowie das Los 4/A entsprechend dem früheren Los A31) bezeichneten Grundstücke wurden durch die Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A. gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 16. September 1993 erworben, welche im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 26. Oktober 1993 überschrieben wurde unter Band 1356, Nummer 102 und welche in dieser Verwaltungsverkaufsurkunde wie folgt bezeichnet werden:

a) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4409, Platz, mit einer Gesamtfläche von 20,49 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4383,

b) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4406, Platz, mit einer Gesamtfläche von 39,54 Ar, welches früher die Nummern 435/4379 und 435/4383 bildete,

c) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt C von Weimerskirch, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 1014/5075, Gebäude-Platz, mit einer Gesamtfläche von 100,25 Ar, welches früher die Nummer 1014/4296 bildete,

und ein Grundstück eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4407, Platz, mit einer Gesamtfläche von 16,68 Ar,

und ein Grundstück eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4408, Platz, mit einer Gesamtfläche von 193,44 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379 und 435/4383, mit einer Gesamtfläche von 210,12 Ar,

d) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4405, Platz, mit einer Gesamtfläche von 34,90 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379,

e) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4404, Platz, mit einer Gesamtfläche von 34,90 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379.

2. Infolge der Aufspaltung der Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A., beurkundet am 25. Januar 1994 durch Notar Marc Elter, damals mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C Nr 206 vom 26. Mai 1994, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 25. März 1994, Band 1373, Nummer 147, in zwei neue Gesellschaften, die Aktiengesellschaft STADTHEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. und die Aktiengesellschaft Société IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., und infolge der Aufspaltung der Aktiengesellschaft Société IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., beurkundet am 7. Februar 1995 durch Notar Gérard Lecuit, damals mit Amtswohnsitz zu Mersch, veröffentlicht im Mémorial, Recueil C Nr 111 vom 15. März 1995, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 23. Februar 1995, Band 1411, Nummer 24, in drei neue Gesellschaften, die Aktiengesellschaft IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., die Aktiengesellschaft PARKING DE KIRCHBERG S.A. und die Aktiengesellschaft GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., wurden die gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 16. September 1993 vom Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg an die Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A. veräußerten Grundstücke, bildend die derzeitigen Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 2/E, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E (entsprechend den früheren Losen A1, A2 und A31) sowie die Lose A32, A4, A11, A12 und A13, wie folgt zwischen den im Rahmen dieser Aufspaltung gegründeten neuen Gesellschaften verteilt:

Tausendstel

1) STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A.	686,3000
2) IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A.	165,9473
3) PARKING DE KIRCHBERG S.A.	32,9385
4) GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A.	114,8142
Insgesamt.	1000,0000

3. Die Lose 6 (dieses Los entsprechend den früheren Losen A5 und A6), A7, A8, A9 und A10 wurden von der Aktiengesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 4. April 1996, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 6. Mai 1996, unter Band 1458, Nummer 133, erworben.

Infolge eines Verkaufs durch die STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. an die vorgenannten Gesellschaften IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. gemäß einer von Notar André Schwachtgen aufgenommenen Verkaufsurkunde vom 19. März 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 24. April 1997, unter Band 1499, Nummer 18, wurden 313,70/1000 (dreihundertdreizehn Komma siebzig Tausendstel) an den Losen A7, A8, A9, und A10 an letztgenannte Gesellschaften veräußert.

4. Gemäß Verwaltungsurkunde zwischen den Gesellschaften STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., einerseits, und dem Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, andererseits, die am 10. Juli 1996 unterzeichnet wurde und im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 18. Juli 1996 unter Band 1467, Nr 44, überschrieben wurde, wurde eine Dienstbarkeit zugunsten des Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg und zu Lasten der Immobilie geschaffen, welche die Lose A32, A13, A9, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E, belastet im Hinblick auf die Einrichtung von Gehsteigen, einer Fahrradpiste, der öffentlichen Infrastrukturnetze wie Kanalisation, Strom und andere unterirdische Netze sowie im Hinblick auf die Anpflanzung von Bäumen.

5. Gemäß Teilungsurkunde zwischen den Gesellschaften STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., beurkundet am 21. Dezember 1998 durch Notar André Schwachtgen, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 4. Februar 1999, Band 1575, Nummer 134, wurden die vorerwähnten als Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 2/E, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E bezeichneten Grundstücke, mit einer Gesamtfläche von 98,60 Ar, die ein ungeteiltes Eigentum der vorgenannten Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. im folgenden Verhältnis bildeten:

- STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A.	686,300 Tausendstel
- IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A. PARKING DE KIRCHBERG S.A. GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A.	313,700 Tausendstel

wie folgt zwischen diesen Gesellschaften aufgeteilt:

a) das vorgenannte Los 2/E wurde an die Gesellschaften IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. als unteilbares Eigentum zwischen diesen Gesellschaften übertragen;

b) die vorgenannten Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E wurden an die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. übertragen.

6. a) Die als Lose A32, A4, A7, A8, A9, A10, A11, A12 und A13 bezeichneten Grundstücke wurden gemäß einer Basisurkunde mit Miteigentumsregelung, («acte de base avec règlement de copropriété») beurkundet am 19. März 1997 durch Notar André Schwachtgen, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 24. April 1997, Band 1499, Nummer 19, als Miteigentum («régime de copropriété») organisiert.

Infolge der vorgenannten Basisurkunde wurde die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. auf Grund des Vertikalkatasters («cadastre vertical») Eigentümerin von 493,37366 Tausendstel in dem so geschaffenen Miteigentum («copropriété»).

b) In der Folge hat die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. verschiedene ihr gehörende Miteigentumslose begreifend insgesamt 63,48041 Tausendstel im Miteigentum gemäß nachfolgenden Urkunden veräußert:

- Verkaufsurkunde vom 20. März 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 25. April 1997, Band 1499, Nummer 46;

- Verkaufsurkunde vom 25. April 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 14. Mai 1997, Band 1501, Nummer 51;

- Verkaufsurkunde vom 14. Juli 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 1. August 1997, Band 1511, Nummer 39;

- Urteil des Zivilgerichts Luxemburg vom 19. November 1997, ergänzt durch eine Vereinbarung vom 29. Juli 1998, beide überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 28. Juli 1998, Band 1553, Nummer 85, beziehungsweise am 24. September 1998, Band 1560, Nummer 54;

- Verkaufsurkunde vom 29. Oktober 1998, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 1. Dezember 1998, Band 1567, Nummer 116.

Infolge der vorgenannten Veräußerungen war die aufgespaltete Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. zum 31. März 1999 wieder auf Grund des Vertikalkatasters («cadastre vertical») Eigentümerin von 429,89325 Tausendstel in dem vorgenannten Miteigentum.

7. Im Rahmen der am 13. Juni 1999 vorgenommenen Aufspaltung der STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. wurden folgende Immobilienwerte von der STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. auf die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., übertragen:

A. Car Park Kirchberg S.A.

KOMPLEMENTARINDIKATIONEN

KATASTERBEZEICHNUNG DER LOSE

BETREFFEND DIE LOSE

Nutzfläche	Quote	Natur	Nummer	Block	Flur	Ebene
37,50	0,12266	Parking	092	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	093	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	094	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	095	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	096	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	097	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	098	B	D	01
187,50	0,61328	Parking	112	B	D	01
	<u>3,18904</u>					

B. Advocates' House Kirchberg S.A.

KOMPLEMENTARINDIKATIONEN

KATASTERBEZEICHNUNG DER LOSE

BETREFFEND DIE LOSE

Nutzfläche	Quote	Natur	Nummer	Block	Flur	Ebene
4. Finger						
10,36	0,04234	Balkon	271	B	P	04
800,35	6,54452	Büro	272	B	P	04
10,36	0,04234	Balkon	367	B	P	05
800,35	6,54452	Büro	368	B	P	05
600,77	4,91255	Büro	432	B	P	06
3,46	0,01416	Balkon	433	B	P	06
	<u>18,10043</u>					

Parking Obis

50,00	0,16354	Parking	099	B	D	01
62,50	0,20443	Parking	100	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	101	B	D	01
37,50	0,12266	Parking	102	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	103	B	D	01
25,00	0,08177	Parking	104	B	D	01
25,00	0,08177	Parking	105	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	106	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	107	B	D	01
150,00	0,49062	Parking	108	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	109	B	D	01
62,50	0,20443	Parking	110	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	111	B	D	01
	<u>2,94375</u>					

Verschmelzung

Immobilienwerte

Im Rahmen der oben angegebenen Verschmelzung werden die unter obiger Ziffer 7 A. und B. näher bezeichneten Immobilienwerte in ihrem derzeitigen Zustand in ihrer Gesamtheit an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. übertragen.

Austauschverhältnis

Die Aktionäre der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. erhalten im Umtausch der ausnahmslosen Einlagen sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A., für alle Aktien der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. eine Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. und die Aktionäre der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. erhalten im Umtausch der ausnahmslosen Einlagen sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., für alle Aktien der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. eine Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Die Sacheinlage im Rahmen der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. war Gegenstand eines Berichtes des gemeinsamen unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg. Dieser Bericht kommt zu folgender Schlußfolgerung:

«Schlußfolgerung

Unserer Ansicht nach ist das im Rahmen der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A., ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. und JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. und bei der Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. angewandte Bewertungsverfahren angemessen und führt zu einem Wert der Einlagen, der mindestens der Anzahl und dem Nennwert der im Gegenzug auszugebenden Aktien entspricht.»

Dritter Beschluß

Die Versammlung stellt fest, daß die Einlagen in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. auf der Grundlage des Standes der verschmelzenden Gesellschaften zum 30. September 2000 erfolgt ist.

Sämtliche seit diesem Datum von den Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. getätigten Geschäfte betreffend die Aktiv- und Passivposten, die von diesen Gesellschaften in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. eingebracht wurden, sind zum Nutzen und Gewinn sowie zu Lasten und auf Risiko dieser Aktiengesellschaften getätigt worden. Die Versammlung nimmt die Information der Verwaltungsräte der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. zur Kenntnis, daß in der Zeit seit der Aufstellung des Standes zum 30. September 2000 bis zum Tage der heutigen Versammlung keine wichtige Änderung der Aktiva und Passiva der Vermögen der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. eingetreten ist.

Vierter Beschluß

Die Versammlung nimmt die Ausgabe und die Aufteilung der Aktien an der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. an die Aktionäre der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., so wie diese auf der gegenwärtigem Protokoll beigefügten Anwesenheitsliste näher aufgeführt sind, im Austausch der Einlage des gesamten Aktiv- und Passivvermögens der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in diese Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. gemäß dem in dem Aufspaltungsentwurf vorgesehenen Verhältnis an.

Die Versammlung nimmt außerdem die Bedingungen an, die der Aufspaltungsentwurf vorsieht betreffend die Ungültigerklärung der Aktien der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. und die Übergabe der Aktien der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Fünfter Beschluß

Die Versammlung stellt fest, daß die Verschmelzung nach Maßgabe von Artikel 272 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfolgt ist, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 273 desselben Gesetzes betreffend die Wirksamkeit der Verschmelzung Dritten gegenüber.

Sämtliche oben angeführten Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefaßt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und keine weitere Wortmeldung vorliegt, hebt der Vorsitzende die Versammlung um 15.30 Uhr auf.

Der unterzeichnende Notar erklärt, gemäß den Bestimmungen des Artikels 271 (2) des Gesetzes über die Handelsgesellschaften, daß er die Existenz und die Rechtmäßigkeit der Geschäfte und der Formalitäten, die der verschmelzenden Gesellschaften obliegen, so wie des Verschmelzungsentwurfes geprüft hat und hiermit bestätigt.

Worüber Urkunde erstellt wurde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Versammlung und an die Ausschußmitglieder, haben die Ausschußmitglieder gemeinsam mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben. Kein weiterer Aktionär hat den Wunsch geäußert, diese Urkunde zu unterschreiben.

Gezeichnet: D. Debras, P. Zeches, R. Diederich, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 36, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2000.

A. Schwachtgen.

(72282/230/381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2000.

VETILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4434 Soleuvre.

R. C. Luxembourg B 63.810.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 2 août 2000, vol. 540, fol. 65, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2000.

(42611/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

CAR PARK KIRCHBERG S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1852 Luxembourg, 9, rue Kalchesbruck.

H. R. Luxembourg B 70.656.

Im Jahre zweitausend, den achtzehnten Dezember.

Vor Uns, Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg, ist die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft («société anonyme») CAR PARK KIRCHBERG S.A. (im folgenden «die Gesellschaft»), Aktiengesellschaft («société anonyme») Luxemburger Rechts, mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck, zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gemäß einer am 15. Juni 1999 von Herrn André Schwachtgen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, aufgenommenen Aufspaltungsurkunde, veröffentlicht im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial Ausgabe C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer C 718 vom 28. September 1999, gegründet.

Die Versammlung beginnt um 15.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Daniel Debras, Dipl. Ingenieur, wohnhaft in L-7260 Bereldange, 24, rue Aldophe Weis.

Der Vorsitzende benennt als Schriftführer Herrn Patrick Zeches, Ingenieur, wohnhaft in L-3271 Bettembourg, 102, rue de Peppange.

Die Versammlung bestimmt als Stimmzähler Herrn René Diederich, Anwalt, wohnhaft in L-1734 Luxemburg, 4, rue Carlo Hemmer.

Welche Genannten alle anwesend sind und diese Urkunde mit unterzeichnet haben.

Der Vorsitzende erklärt und bittet den Notar folgendes zu beurkunden:

I. daß die Tagesordnung dieser Versammlung wie folgt ist:

1. Annahme und Durchführung der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., jeweils mit Gesellschaftssitz in L-1852 Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck, infolge ihrer Auflösung ohne Abwicklung durch Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. ausnahmslos gemäß den Artikeln 257 bis 276 des abgeänderten Gesellschaftsgesetzes vom 10. August 1915 mit Wirkung zum 30. September 2000 an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. in Anbetracht des Verschmelzungsentwurfes, welcher gemäß den gesetzlichen Bestimmungen am 17. November 2000 im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial Ausgabe C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 846, veröffentlicht wurde, und in Anbetracht des Berichtes des Verwaltungsrates der Gesellschaft und des Berichtes des von der Präsidentin des Handelsgerichtes Luxemburg unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

2. Annahme der ausnahmslosen Übertragung der Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. gemäß den Bestimmungen des Verschmelzungsentwurfes und Annahme des in dem Verschmelzungsentwurf vorgeschlagenen Austauschverhältnisses und der Ausgabebedingungen der neuen Aktien der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.;

II. daß die bei dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Aktionäre und die Zahl der sich im Besitz eines jeden dieser Aktionäre befindenden Aktien auf einer Anwesenheitsliste vermerkt sind, welche durch die anwesenden Aktionäre und durch die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichnet ist, und daß sich die Mitglieder der Versammlung ausdrücklich auf diese Anwesenheitsliste beziehen, welche von den Mitgliedern des Versammlungsausschusses aufgestellt wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten, welche mit der ne varietur Unterschrift der Mitglieder des Versammlungsausschusses und des amtierenden Notars versehen wurden, werden dieser Urkunde beigelegt und gemeinsam mit dieser Urkunde einregistriert;

III. daß es sich aus dieser Anwesenheitsliste ergibt, daß die Gesamtheit der Aktien, die das Gesellschaftskapital darstellen, in dieser Versammlung anwesend oder vertreten sind, so daß die ansonsten notwendige Einberufung, auf welche die anwesenden und vertretenen Aktionäre ausdrücklich verzichten, sich erübrigt und diese Versammlung in gültiger Form über sämtliche auf der Tagesordnung sich befindenden Punkte befinden kann. Nachdem diese Tatsachen der Versammlung unterbreitet und von der Versammlung als richtig anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach erfolgter Diskussion, einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

Erster Beschluß

Die Versammlung stimmt dem Verschmelzungsentwurf zu, so wie dieser am 17. November 2000 gemäß den Bestimmungen des Artikels 262 des abgeänderten Gesellschaftsgesetzes veröffentlicht wurde und zwar angesichts folgender Unterlagen:

(a) des Verschmelzungsentwurfes;

(b) der Bilanzen sowie der Gewinn- und Verlustrechnungen der drei vergangenen Geschäftsjahre der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. sowie der Geschäftsberichte und der Zwischenbilanzen der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. zum 30. September 2000;

(c) der Berichte der Verwaltungsräte der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. gemäß Artikel 265 des Gesellschaftsgesetzes;

(d) der Berichte des gemäß einem Beschluß der Präsidentin des Handelsgerichtes Luxemburg genannten gemeinsam unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxemburg, welche in Übereinstimmung mit den Artikeln 266 und 26-1 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erstellt wurden.

Sämtliche anwesenden und vertretenen Aktionäre anerkennen, daß sie in die vorgenannten Unterlagen Einsicht nehmen konnten und sie erklären ausdrücklich, auf die diesbezüglichen vom Gesetz vorgesehenen Fristen verzichten zu wollen.

Die Versammlung beschließt, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 257 bis 276 des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften, die Annahme der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.,

durch die die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., infolge ihrer Auflösung ohne Abwicklung, sämtliche Aktiva und Passiva, ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. zu übertragen, und zwar mittels Ausgabe ohne Ausgleichung an die Aktionäre der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. von Aktien der Aktiengesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. im Verhältnis von einer neuen Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. für alle Aktien der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. sowie von einer neuen Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. für alle Aktien der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A.

Zweiter Beschluß

Die Versammlung stimmt dem Einbringen sämtlicher Aktiva und Passiva des Gesamtvermögens der Gesellschaft an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. zu, so wie dies in dem Verschmelzungsentwurf vorgesehen ist und zwar wie folgt:

	Joseph Bech Building Kirchberg S.A. Bilanz vor Fusion zum 30.09.2000 EUR	Advocates House Kirchberg S.A. Übertragungswerte zum 30.09.2000 EUR	Car Park Kirchberg S.A. Übertragungswerte zum 30.09.2000 EUR	Summe Fusionsbilanz zum 30.09.2000 EUR
<i>Aktiva</i>				
Immobilien	137.581.788,02	0,00	0,00	137.581.788,02
Sachanlagen				
Vorräte	4.684.906,23	8.437.397,01	1.700.042,87	14.822.346,11
Forderungen				
aus L+L	2.195.229,46	17.272,40	0,00	2.212.501,86
gg. verb. Untern.	675.806,98	0,00	0,00	675.806,98
sonstige	4.600.874,07	949.805,22	1.016,08	5.551.695,37
Guthaben				
Kreditinstitute	84.303,10	4.052,76	45.500,78	133.856,64
Summe Aktiva	149.822.907,86	9.408.527,39	1.746.559,73	160.977.994,98
<i>Passiva</i>				
Eigenkapital	61.725,49	30.986,69	30.986,69	61.775,07
Gesetzliche Rücklage	6.197,34	0,00	0,00	6.197,34
Bilanzgewinn/-verlust	-11.425.431,75	-96.769,34	-33.595,13	-11.493.872,42
Rückstellungen				
aus Steuern	15.214,54	61,97	61,97	15.338,48
sonstige	2.478,91	3.718,40	3.718,40	9.915,71
Verbindlichkeiten				
aus L+L	318.261,57	13.271,87	0,00	331.533,44
gg. verb. Untern.	50.766.544,11	9.457.257,80	1.744.332,65	61.968.134,56
sonstige	3.080.420,70	0,00	1.055,15	3.081.475,85
gg. Kreditinstitute	106.997.496,95	0,00	0,00	106.997.496,95
Summe Passiva	149.822.907,86	9.408.527,39	1.746.559,73	160.977.994,98

Immobilienwerte

A. Beschreibung der Lose

Die im Rahmen der Übertragung von Aktiv- und Passivposten an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. erwähnte Rubrik der Aktiva des früheren Gesamtvermögens der Gesellschaft mit der Benennung «Immobilien» umfaßt die Anteile der Gesellschaft in den nachfolgend im Kataster der Gemeinde Luxemburg eingetragenen Parzellen:

Sektion EC von Weimerskirch

1. Los A4, Platz, mit einer Fläche von 4,02 Ar, Teil der Nummer 1014/5075.
2. Los A32, mit öffentlichen Auflagen belegter Platz, mit einer Fläche von 0,63 Ar, Teil der Nummer 1014/5075.

Sektion ED von Neudorf

3. Los A7, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 14 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
4. Los A8, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 9,14 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
5. Los A9, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 0,71 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
6. Los A10, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 9,67 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
7. Los A11, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 314,20 Ar, Teil der Nummern 435/4404, 435/4405, 435/4406, 435/4407, 435/4408 und 435/4409,
8. Los A12, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 10,36 Ar, Teil der Nummern 435/4407 und 435/4409,
9. Los A13, mit öffentlichen Auflagen belegter Platz, mit einer Fläche von 12,39 Ar, Teil der Nummern 435/4404, 435/4405, 435/4406, 435/4407 und 435/4408,

auf einem von Herrn Roger Terrens, Ingenieur der Kataster- und Topographieverwaltung zu Luxemburg am 11. Oktober 1996 gezeichneten Lageplan.

Infolge einer Katasterumorganisation wurden die vorerwähnten Grundstückspartellen mit einer Gesamtfläche von 375,12 Ar im Kataster der Gemeinde Luxemburg unter der Sektion ED von Neudorf, Ort genannt «rue Alphonse Weicker», neu gruppiert und mit folgenden Nummern versehen:

die auf dem vorerwähnten Lageplan von Herrn Roger Terrens eingetragenen und mit öffentlichen Auflagen belasteten vorgenannten Grundstücke - Plätze, die als Lose A32, A13 und A9 bezeichnet sind, werden fortan - gemeinsam mit den auf dem vorerwähnten Lageplan bezeichneten Lose A2 und A31, die hier unter diesem Buchstaben nicht betroffen sind - unter der Nummer 435/4498 geführt;

die auf vorerwähnten Lageplan eingetragenen Grundstücke - Plätze, die als Lose A7, A8 und A10 bezeichnet sind, werden fortan unter der Nummer 435/4497 geführt;

und die auf vorerwähnten Lageplan eingetragenen Grundstücke Plätze, die als Lose A4, A7, A11 und A12 bezeichnet sind, werden fortan gemeinsam mit den auf dem vorerwähnten Lageplan bezeichneten Losen A1 und A14, die hier unter diesem Buchstaben nicht betroffen sind - unter der Nummer 435/4496 geführt.

B. Eigentumsnachweis

Die Gesellschaft hat die vorgenannten Grundstücke vom «Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg», einer öffentlichen Einrichtung, die durch Gesetz vom 7. August 1961 sowie durch Gesetz vom 28. August 1968 in Abänderung des Gesetzes vom 7. August 1961 betreffend die Schaffung eines «Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg» geschaffen wurde, wie folgt erworben:

1. Die als Lose A32, A4, A11, A12, A13 sowie die hier nicht betroffenen als Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E (die Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C und 2/D, gemeinsam mit dem hier nicht betroffenen Los 2/E, entsprechend dem früheren Los A1; die Lose 4/B, 4/C, 4/D und 4/E entsprechend dem früheren Los A2 sowie das Los 4/A entsprechend dem früheren Los A31) bezeichneten Grundstücke wurden durch die Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A. gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 16. September 1993 erworben, welche im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 26. Oktober 1993 überschrieben wurde unter Band 1356, Nummer 102 und welche in dieser Verwaltungsverkaufsurkunde wie folgt bezeichnet werden:

a) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4409, Platz, mit einer Gesamtfläche von 20,49 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4383,

b) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4406, Platz, mit einer Gesamtfläche von 39,54 Ar, welches früher die Nummern 435/4379 und 435/4383 bildete,

c) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt C von Weimerskirch, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 1014/5075, Gebäude-Platz, mit einer Gesamtfläche von 100,25 Ar, welches früher die Nummer 1014/4296 bildete,

und ein Grundstück eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4407, Platz, mit einer Gesamtfläche von 16,68 Ar,

und ein Grundstück eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4408, Platz, mit einer Gesamtfläche von 193,44 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummern 435/4383, 435/4379 und 435/4383, mit einer Gesamtfläche von 210,12 Ar,

d) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4405, Platz, mit einer Gesamtfläche von 34,90 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379,

e) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4404, Platz, mit einer Gesamtfläche von 34,90 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379.

2. Infolge der Aufspaltung der Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A., beurkundet am 25. Januar 1994 durch Notar Marc Elter, damals mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C Nr 206 vom 26. Mai 1994, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 25. März 1994, Band 1373, Nummer 147, in zwei neue Gesellschaften, die Aktiengesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. und die Aktiengesellschaft Société IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A., und infolge der Aufspaltung der Aktiengesellschaft Société IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A., beurkundet am 7. Februar 1995 durch Notar Gérard Lecuit, damals mit Amtswohnsitz zu Mersch, veröffentlicht im Mémorial, Recueil C Nr 111 vom 15. März 1995, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 23. Februar 1995, Band 1411, Nummer 24, in drei neue Gesellschaften, die Aktiengesellschaft IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A., die Aktiengesellschaft PARKING DE KIRCHBERG S.A. und die Aktiengesellschaft GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., wurden die gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 16. September 1993 vom Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg an die Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A. veräußerten Grundstücke, bildend die derzeitigen Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 2/E, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E (entsprechend den früheren Losen A1, A2 und A31) sowie die Lose A32, A4, A11, A12 und A13, wie folgt zwischen den im Rahmen dieser Aufspaltung gegründeten neuen Gesellschaften verteilt.

1) STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A.	686,3000
2) IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A.	165,9473
3) PARKING DE KIRCHBERG S.A.	32,9385
4) GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A.	114,8142

Insgesamt..... 1000,0000

3. Die Lose 6 (dieses Los entsprechend den früheren Losen A5 und A6), A7, A8, A9 und A10 wurden von der Aktiengesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 4. April 1996, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 6. Mai 1996, unter Band 1458, Nummer 133, erworben.

Infolge eines Verkaufs durch die STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. an die vorgenannten Gesellschaften IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. gemäß einer von Notar André Schwachtgen aufgenommenen Verkaufsurkunde vom 19. März 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 24. April 1997, unter Band 1499, Nummer 18, wurden 313,70/1000 (dreihundertdreizehn Komma siebzig Tausendstel) an den Losen A7, A8, A9, und A10 an letztgenannte Gesellschaften veräußert.

4. Gemäß Verwaltungsurkunde zwischen den Gesellschaften STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., einerseits, und dem Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, andererseits, die am 10. Juli 1996 unterzeichnet wurde und im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 18. Juli 1996 unter Band 1467, Nr 44, überschrieben wurde, wurde eine Dienstbarkeit zugunsten des Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg und zu Lasten der Immobilie geschaffen, welche die Lose A32, A13, A9, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E, belastet im Hinblick auf die Einrichtung von Gehsteigen, einer Fahrradpiste, der öffentlichen Infrastrukturnetze wie Kanalisation, Strom und andere unterirdische Netze sowie im Hinblick auf die Anpflanzung von Bäumen.

5. Gemäß Teilungsurkunde zwischen den Gesellschaften STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., beurkundet am 21. Dezember 1998 durch Notar André Schwachtgen, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 4. Februar 1999, Band 1575, Nummer 134, wurden die vorerwähnten als Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 2/E, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E bezeichneten Grundstücke, mit einer Gesamtfläche von 98,60 Ar, die ein ungeteiltes Eigentum der vorgenannten Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. im folgenden Verhältnis bildeten:

- STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. 686,300 Tausendstel

- IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A.

PARKING DE KIRCHBERG S.A.

GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A..... 313,700 Tausendstel

wie folgt zwischen diesen Gesellschaften aufgeteilt:

a) das vorgenannte Los 2/E wurde an die Gesellschaften IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. als unteilbares Eigentum zwischen diesen Gesellschaften übertragen;

b) die vorgenannten Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E wurden an die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. übertragen.

6. a) Die als Lose A32, A4, A7, A8, A9, A10, A11, A12 und A13 bezeichneten Grundstücke wurden gemäß einer Basisurkunde mit Miteigentumsregelung, («acte de base avec règlement de copropriété») beurkundet am 19. März 1997 durch Notar André Schwachtgen, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 24. April 1997, Band 1499, Nummer 19, als Miteigentum («régime de copropriété») organisiert.

Infolge der vorgenannten Basisurkunde wurde die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. auf Grund des Vertikalkatasters («cadastre vertical») Eigentümerin von 493,37366 Tausendstel in dem so geschaffenen Miteigentum («copropriété»).

b) In der Folge hat die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. verschiedene ihr gehörende Miteigentumslose begreifend insgesamt 63,48041 Tausendstel im Miteigentum gemäß nachfolgenden Urkunden veräußert:

- Verkaufsurkunde vom 20. März 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 25. April 1997, Band 1499, Nummer 46;

- Verkaufsurkunde vom 25. April 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 14. Mai 1997, Band 1501, Nummer 51;

- Verkaufsurkunde vom 14. Juli 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 1. August 1997, Band 1511, Nummer 39;

- Urteil des Zivilgerichts Luxemburg vom 19. November 1997, ergänzt durch eine Vereinbarung vom 29. Juli 1998, beide überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 28. Juli 1998, Band 1553, Nummer 85, beziehungsweise am 24. September 1998, Band 1560, Nummer 54;

- Verkaufsurkunde vom 29. Oktober 1998, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 1. Dezember 1998, Band 1567, Nummer 116.

Infolge der vorgenannten Veräußerungen war die aufgespaltete Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. zum 31. März 1999 wieder auf Grund des Vertikalkatasters («cadastre vertical») Eigentümerin von 429,89325 Tausendstel in dem vorgenannten Miteigentum.

7. Im Rahmen der am 13. Juni 1999 vorgenommenen Aufspaltung der STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. wurden folgende Immobilienwerte von der STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. auf die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., übertragen:

A. Car Park Kirchberg S.A.

KOMPLEMENTARINDIKATIONEN

KATASTERBEZEICHNUNG DER LOSE

BETREFFEND DIE LOSE

Nutzfläche	Quote	Natur	Nummer	Block	Flur	Ebene
37,50	0,12266	Parking	092	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	093	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	094	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	095	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	096	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	097	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	098	B	D	01
187,50	0,61328	Parking	112	B	D	01
	<u>3,18904</u>					

B. Advocates' House Kirchberg S.A.

KOMPLEMENTARINDIKATIONEN

KATASTERBEZEICHNUNG DER LOSE

BETREFFEND DIE LOSE

Nutzfläche	Quote	Natur	Nummer	Block	Flur	Ebene
4. Finger						
10,36	0,04234	Balkon	271	B	P	04
800,35	6,54452	Büro	272	B	P	04
10,36	0,04234	Balkon	367	B	P	05
800,35	6,54452	Büro	368	B	P	05
600,77	4,91255	Büro	432	B	P	06
3,46	0,01416	Büro	432	B	P	06
	<u>18,10043</u>					

Parking 0bis

50,00	0,16354	Parking	099	B	D	01
62,50	0,20443	Parking	100	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	101	B	D	01
37,50	0,12266	Parking	102	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	103	B	D	01
25,00	0,08177	Parking	104	B	D	01
25,00	0,08177	Parking	105	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	106	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	107	B	D	01
150,00	0,49062	Parking	108	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	109	B	D	01
62,50	0,20443	Parking	110	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	111	B	D	01
	<u>2,94375</u>					

Verschmelzung

Immobilienwerte

Im Rahmen der oben angegebenen Verschmelzung werden die unter obiger Ziffer 7 A. und B. näher bezeichneten Immobilienwerte in ihrem derzeitigen Zustand in ihrer Gesamtheit an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. übertragen.

Austauschverhältnis

Die Aktionäre der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. erhalten im Umtausch der ausnahmslosen Einlagen sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A., für alle Aktien der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. eine Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. und die Aktionäre der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. erhalten im Umtausch der ausnahmslosen Einlagen sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., für alle Aktien der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. eine Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Die Sacheinlage im Rahmen der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. war Gegenstand eines Berichtes des gemeinsamen unabhängigen Sonderprüfers der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg. Dieser Bericht kommt zu folgender Schlußfolgerung:

«Schlußfolgerung

Unserer Ansicht nach ist das im Rahmen der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A., ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. und JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. und bei der Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE

KIRCHBERG S.A. angewandte Bewertungsverfahren angemessen und führt zu einem Wert der Einlagen, der mindestens der Anzahl und dem Nennwert der im Gegenzug auszugebenden Aktien entspricht.»

Dritter Beschluß

Die Versammlung stellt fest, daß die Einlagen in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. auf der Grundlage des Standes der verschmelzenden Gesellschaften zum 30. September 2000 erfolgt ist.

Sämtliche seit diesem Datum von den Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. getätigten Geschäfte betreffend die Aktiv- und Passivposten, die von diesen Gesellschaften in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. eingebracht wurden, sind zum Nutzen und Gewinn sowie zu Lasten und auf Risiko dieser Aktiengesellschaften getätigt worden. Die Versammlung nimmt die Information der Verwaltungsräte der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. zur Kenntnis, daß in der Zeit seit der Aufstellung des Standes zum 30. September 2000 bis zum Tage der heutigen Versammlung keine wichtige Änderung der Aktiva und Passiva der Vermögen der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. eingetreten ist.

Vierter Beschluß

Die Versammlung nimmt die Ausgabe und die Aufteilung der Aktien an der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. an die Aktionäre der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., so wie diese auf der gegenwärtigem Protokoll beigefügten Anwesenheitsliste näher aufgeführt sind, im Austausch der Einlage des gesamten Aktiv- und Passivvermögens der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in diese Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. gemäß dem in dem Aufspaltungsentwurf vorgesehenen Verhältnis an.

Die Versammlung nimmt außerdem die Bedingungen an, die der Aufspaltungsentwurf vorsieht betreffend die Ungültigerklärung der Aktien der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. und die Übergabe der Aktien der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Fünfter Beschluß

Die Versammlung stellt fest, daß die Verschmelzung nach Maßgabe von Artikel 272 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfolgt ist, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 273 desselben Gesetzes betreffend die Wirksamkeit der Verschmelzung Dritten gegenüber.

Sämtliche oben angeführten Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefaßt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und keine weitere Wortmeldung vorliegt, hebt der Vorsitzende die Versammlung um 16.00 Uhr auf.

Der unterzeichnende Notar erklärt, gemäß den Bestimmungen des Artikels 271 (2) des Gesetzes über die Handelsgesellschaften, daß er die Existenz und die Rechtmäßigkeit der Geschäfte und der Formalitäten, die der verschmelzenden Gesellschaften obliegen, sowie des Verschmelzungsentwurfes geprüft hat und hiermit bestätigt.

Worüber Urkunde erstellt wurde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles vorstehenden an die Versammlung und an die Ausschußmitglieder, haben die Ausschußmitglieder gemeinsam mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben. Kein weiterer Aktionär hat den Wunsch geäußert, diese Urkunde zu unterschreiben.

Gezeichnet: D. Debras, P. Zeches, R. Diederich, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 36, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2000.

A. Schwachtgen.

(72283/230/391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2000.

JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1852 Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck.

H. R. Luxemburg B 70.679.

Im Jahre zweitausend, den achtzehnten Dezember.

Vor Uns, Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg,

ist die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft («société anonyme») JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. (im folgenden «die Gesellschaft»), Aktiengesellschaft («société anonyme») Luxemburger Rechts, mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck, zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gemäß einer am 15. Juni 1999 von Herrn André Schwachtgen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, aufgenommenen Aufspaltungsurkunde, veröffentlicht im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial Ausgabe C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer C 718 vom 28. September 1999, gegründet.

Die Versammlung beginnt um 16.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Daniel Debras, Dipl. Ingenieur, wohnhaft in L-7260 Bereldange, 24, rue Aldophe Weis.

Der Vorsitzende benennt als Schriftführer Herrn Patrick Zeches, Ingenieur, wohnhaft in L-3271 Bettembourg, 102, rue de Peppange.

Die Versammlung bestimmt als Stimmzähler Herrn René Diederich, Anwalt, wohnhaft in L-1734 Luxemburg, 4, rue Carlo Hemmer.

Welche Genannten alle anwesend sind und diese Urkunde mit unterzeichnet haben.

Der Vorsitzende erklärt und bittet den Notar folgendes zu beurkunden:

I. daß die Tagesordnung dieser Versammlung wie folgt ist:

1. Annahme und Durchführung der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A., jeweils mit Gesellschaftssitz in L-1852 Luxemburg, 9, rue Kalchesbruck, infolge ihrer Auflösung ohne Abwicklung durch Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. ausnahmslos gemäß den Artikeln 257 bis 276 des abgeänderten Gesellschaftsgesetzes vom 10. August 1915 mit Wirkung zum 30. September 2000 an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. in Anbetracht des Verschmelzungsentwurfes, welcher gemäß den gesetzlichen Bestimmungen am 17. November 2000 im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial Ausgabe C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 846, veröffentlicht wurde, und in Anbetracht des Berichtes des Verwaltungsrates der Gesellschaft und des Berichtes des von der Präsidentin des Handelsgerichtes Luxemburg unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L- 1526 Luxemburg.

2. Annahme der ausnahmslosen Übertragung der Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. gemäß den Bestimmungen des Verschmelzungsentwurfes und Annahme des in dem Verschmelzungsentwurf vorgeschlagenen Austauschverhältnisses und der Ausgabebedingungen der neuen Aktien der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. um LUF 2.000 von LUF 2.490.000 auf LUF 2.492.000 durch Ausgabe von zwei neuen Aktien mit einem Nennwert von LUF 1.000 pro Aktie im Austausch gegen die ausnahmslose Übertragung der in dem vorerwähnten Verschmelzungsentwurf Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. auf die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

4. Aus der vorerwähnten Kapitalerhöhung sich ergebende Abänderung von Artikel 5 der Gesellschaftssatzung;

II. daß die bei dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Aktionäre und die Zahl der sich im Besitz eines jeden dieser Aktionäre befindenden Aktien auf einer Anwesenheitsliste vermerkt sind, welche durch die anwesenden Aktionäre und durch die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichnet ist, und daß sich die Mitglieder der Versammlung ausdrücklich auf diese Anwesenheitsliste beziehen, welche von den Mitgliedern des Versammlungsausschusses aufgestellt wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten, welche mit der ne varietur Unterschrift der Mitglieder des Versammlungsausschusses und des amtierenden Notars versehen wurden, werden dieser Urkunde beigefügt und gemeinsam mit dieser Urkunde einregistriert.

III. daß es sich aus dieser Anwesenheitsliste ergibt, daß die Gesamtheit der Aktien, die das Gesellschaftskapital darstellen, in dieser Versammlung anwesend oder vertreten sind, so daß die ansonsten notwendige Einberufung, auf welche die anwesenden und vertretenen Aktionäre ausdrücklich verzichten, sich erübrigt und diese Versammlung in gültiger Form über sämtliche auf der Tagesordnung sich befindenden Punkte befinden kann.

Nachdem diese Tatsachen der Versammlung unterbreitet und von der Versammlung als richtig anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach erfolgter Diskussion, einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

Erster Beschluß

Die Versammlung stimmt dem Verschmelzungsentwurf zu, so wie dieser am 17. November 2000 gemäß den Bestimmungen des Artikels 262 des abgeänderten Gesellschaftsgesetzes veröffentlicht wurde und zwar angesichts folgender Unterlagen:

(a) des Verschmelzungsentwurfes;

(b) der Bilanzen sowie der Gewinn- und Verlustrechnungen der drei vergangenen Geschäftsjahre der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. sowie der Geschäftsberichte und der Zwischenbilanzen der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. zum 30. September 2000;

(c) der Berichte der Verwaltungsräte der Gesellschaften JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. gemäß Artikel 265 des Gesellschaftsgesetzes;

(d) der Berichte des gemäß einem Beschluß der Präsidentin des Handelsgerichtes Luxemburg genannten gemeinsam unabhängigen Sonderprüfers, der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxemburg, welche in Übereinstimmung mit den Artikeln 266 und 26-1 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erstellt wurden.

Sämtliche anwesenden und vertretenen Aktionäre anerkennen, daß sie in die vorgenannten Unterlagen Einsicht nehmen konnten und sie erklären ausdrücklich, auf die diesbezüglichen vom Gesetz vorgesehenen Fristen verzichten zu wollen.

Die Versammlung beschließt, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 257 bis 276 des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften, die Annahme der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., durch die die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A., infolge ihrer Auflösung ohne Abwicklung, sämtliche Aktiva und Passiva, ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. zu übertragen, und zwar mittels Ausgabe ohne Ausgleichung an die Aktionäre der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A. von Aktien der Aktiengesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. im Verhältnis von einer neuen Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. für alle Aktien der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. sowie von einer neuen Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. für alle Aktien der Gesellschaft ADVOCATE'S HOUSE KIRCHBERG S.A.

Zweiter Beschluß

Die Versammlung stimmt dem Einbringen sämtlicher Aktiva und Passiva des Gesamtvermögens der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. zu, so wie dies in dem Verschmelzungsentwurf vorgesehen ist und zwar wie folgt:

	Joseph Bech Building Kirchberg S.A. Bilanz vor Fusion zum 30.09.2000	Advocates House Kirchberg S.A. Übertragungswerte zum 30.09.2000	Car Park Kirchberg S.A. Übertragungswerte zum 30.09.2000	Summe Fusionsbilanz zum 30.09.2000
<i>Aktiva</i>	EUR	EUR	EUR	EUR
Immobilien	137.581.788,02	0,00	0,00	137.581.788,02
Sachanlagen				
Vorräte	4.684.906,23	8.437.397,01	1.700.042,87	14.822.346,11
Forderungen aus L+L	2.195.229,46	17.272,40	0,00	2.212.501,86
gg. verb. Untern.	675.806,98	0,00	0,00	675.806,98
sonstige	4.600.874,07	949.805,22	1.016,08	5.551.695,37
Guthaben Kreditinstitute	84.303,10	4.052,76	45.500,78	133.856,64
Summe Aktiva	149.822.907,86	9.408.527,39	1.746.559,73	160.977.994,98
<i>Passiva</i>				
Eigenkapital	61.725,49	30.986,69	30.986,69	61.775,07
Gesetzliche Rücklage	6.197,34	0,00	0,00	6.197,34
Bilanzgewinn-/verlust	-11.425.431,75	-96.769,34	-33.595,13	-11.493.872,42
Rückstellungen				
aus Steuern	15.214,54	61,97	61,97	15.338,48
sonstige	2.478,91	3.718,40	3.718,40	9.915,71
Verbindlichkeiten aus L+L	318.261,57	13.271,87	0,00	331.533,44
gg. verb. Untern.	50.766.544,11	9.457.257,80	1.744.332,65	61.968.134,56
sonstige	3.080.420,70	0,00	1.055,15	3.081.475,85
gg. Kreditinstitute	106.997.496,95	0,00	0,00	106.997.496,95
Summe Passiva	149.822.907,86	9.408.527,39	1.746.559,73	160.977.994,98

Immobilienwerte

A. Beschreibung der Lose

Die im Rahmen der Übertragung von Aktiv- und Passivposten an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. erwähnte Rubrik der Aktiva des früheren Gesamtvermögens der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. mit der Benennung «Immobilien» umfaßt die Anteile der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in den nachfolgend im Kataster der Gemeinde Luxemburg eingetragenen Parzellen:

Sektion EC von Weimerskirch

1. Los A4, Platz, mit einer Fläche von 4,02 Ar, Teil der Nummer 1014/5075.
2. Los A32, mit öffentlichen Auflagen belegter Platz, mit einer Fläche von 0,63 Ar, Teil der Nummer 1014/5075.

Sektion ED von Neudorf

3. Los A7, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 14 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
4. Los A8, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 9,14 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
5. Los A9, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 0,71 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
6. Los A10, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 9,67 Ar, Teil der Nummer 435/4442,
7. Los A11, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 314,20 Ar, Teil der Nummern 435/4404, 435/4405, 435/4406, 435/4407, 435/4408 und 435/4409,
8. Los A12, Gebäude-Platz, mit einer Fläche von 10,36 Ar, Teil der Nummern 435/4407 und 435/4409,
9. Los A13, mit öffentlichen Auflagen belegter Platz, mit einer Fläche von 12,39 Ar, Teil der Nummern 435/4404, 435/4405, 435/4406, 435/4407 und 435/4408,

auf einem von Herrn Roger Terrens, Ingenieur der Kataster- und Topographieverwaltung zu Luxemburg am 11. Oktober 1996 gezeichneten Lageplan.

Infolge einer Katasterumorganisation wurden die vorerwähnten Grundstückspartellen mit einer Gesamtfläche von 375,12 Ar im Kataster der Gemeinde Luxemburg unter der Sektion ED von Neudorf, Ort genannt «rue Alphonse Weicker», neu gruppiert und mit folgenden Nummern versehen:

die auf dem vorerwähnten Lageplan von Herrn Roger Terrens eingetragenen und mit öffentlichen Auflagen belasteten vorgenannten Grundstücke - Plätze, die als Lose A32, A13 und A9 bezeichnet sind, werden fortan - gemeinsam mit den

auf dem vorerwähnten Lageplan bezeichneten Lose A2 und A31, die hier unter diesem Buchstaben nicht betroffen sind - unter der Nummer 435/4498 geführt;

die auf vorerwähnten Lageplan eingetragenen Grundstücke - Plätze, die als Lose A7, A8 und A10 bezeichnet sind, werden fortan unter der Nummer 435/4497 geführt;

und die auf vorerwähnten Lageplan eingetragenen Grundstücke Plätze, die als Lose A4, A7, A11 und A12 bezeichnet sind, werden fortan gemeinsam mit den auf dem vorerwähnten Lageplan bezeichneten Losen A1 und A14, die hier unter diesem Buchstaben nicht betroffen sind - unter der Nummer 435/4496 geführt.

B. Eigentumsnachweis

Die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. haben die vorgenannten Grundstücke vom «Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg», einer öffentlichen Einrichtung, die durch Gesetz vom 7. August 1961 sowie durch Gesetz vom 28. August 1968 in Abänderung des Gesetzes vom 7. August 1961 betreffend die Schaffung eines «Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg» geschaffen wurde, wie folgt erworben:

1. Die als Lose A32, A4, A11, A12, A13 sowie die hier nicht betroffenen als Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E (die Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C und 2/D, gemeinsam mit dem hier nicht betroffenen Los 2/E, entsprechend dem früheren Los A1; die Lose 4/B, 4/C, 4/D und 4/E entsprechend dem früheren Los A2 sowie das Los 4/A entsprechend dem früheren Los A31) bezeichneten Grundstücke wurden durch die Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A. gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 16. September 1993 erworben, welche im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 26. Oktober 1993 überschrieben wurde unter Band 1356, Nummer 102 und welche in dieser Verwaltungsverkaufsurkunde wie folgt bezeichnet werden:

a) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4409, Platz, mit einer Gesamtfläche von 20,49 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4383,

b) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4406, Platz, mit einer Gesamtfläche von 39,54 Ar, welches früher die Nummern 435/4379 und 435/4383 bildete,

c) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt C von Weimerskirch, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 1014/5075, Gebäude-Platz, mit einer Gesamtfläche von 100,25 Ar, welches früher die Nummer 1014/4296 bildete,

und ein Grundstück eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4407, Platz, mit einer Gesamtfläche von 16,68 Ar,

und ein Grundstück eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4408, Platz, mit einer Gesamtfläche von 193,44 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummern 435/4383, 435/4379 und 435/4383, mit einer Gesamtfläche von 210,12 Ar,

d) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4405, Platz, mit einer Gesamtfläche von 34,90 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379,

e) ein Grundstück gelegen in Luxemburg-Kirchberg, eingetragen im Kataster der Gemeinde Luxemburg, ehemalige Gemeinde Eich, Abschnitt D von Neudorf, im Ort genannt «Rue Alphonse Weicker», Nr 435/4404, Platz, mit einer Gesamtfläche von 34,90 Ar, ehemaliger Bestandteil der Nummer 435/4379.

2. Infolge der Aufspaltung der Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A., beurkundet am 25. Januar 1994 durch Notar Marc Elter, damals mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C Nr 206 vom 26. Mai 1994, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 25. März 1994, Band 1373, Nummer 147, in zwei neue Gesellschaften, die Aktiengesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. und die Aktiengesellschaft Société IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A., und infolge der Aufspaltung der Aktiengesellschaft Société IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A., beurkundet am 7. Februar 1995 durch Notar Gérard Lecuit, damals mit Amtswohnsitz zu Mersch, veröffentlicht im Mémorial, Recueil C Nr 111 vom 15. März 1995, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 23. Februar 1995, Band 1411, Nummer 24, in drei neue Gesellschaften, die Aktiengesellschaft IMMOBILIERE AUCHAN KIRCHBERG S.A., die Aktiengesellschaft PARKING DE KIRCHBERG S.A. und die Aktiengesellschaft GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., wurden die gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 16. September 1993 vom Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg an die Aktiengesellschaft Immobiliengesellschaft Forum Kirchberg S.A. veräußerten Grundstücke, bildend die derzeitigen Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 2/E, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E (entsprechend den früheren Losen A1, A2 und A31) sowie die Lose A32, A4, A11, A12 und A13, wie folgt zwischen den im Rahmen dieser Aufspaltung gegründeten neuen Gesellschaften verteilt:

Tausendstel

1) STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A.	686,3000
2) IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A.	165,9473
3) PARKING DE KIRCHBERG S.A.	32,9385
4) GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A.	114,8142
Insgesamt.	1000,0000

3. Die Lose 6 (dieses Los entsprechend den früheren Losen A5 und A6), A7, A8, A9 und A10 wurden von der Aktiengesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde vom 4. April 1996, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 6. Mai 1996, unter Band 1458, Nummer 133, erworben.

Infolge eines Verkaufs durch die STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. an die vorgenannten Gesellschaften IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. gemäß einer von Notar André Schwachtgen aufgenommenen Verkaufsurkunde vom 19. März 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 24. April 1997, unter Band 1499, Nummer 18, wurden 313,70/1000 (dreihundertdreizehn Komma sieben Tausendstel) an den Losen A7, A8, A9, und A10 an letztgenannte Gesellschaften veräußert.

4. Gemäß Verwaltungsverkaufsurkunde zwischen den Gesellschaften STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., einerseits, und dem Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, andererseits, die am 10. Juli 1996 unterzeichnet wurde und im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg am 18. Juli 1996 unter Band 1467, Nr 44, überschrieben wurde, wurde eine Dienstbarkeit zugunsten des Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg und zu Lasten der Immobilie geschaffen, welche die Lose A32, A13, A9, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E, belastet im Hinblick auf die Einrichtung von Gehsteigen, einer Fahrradpiste, der öffentlichen Infrastrukturnetze wie Kanalisation, Strom und andere unterirdische Netze sowie im Hinblick auf die Anpflanzung von Bäumen.

5. Gemäß Teilungsverkaufsurkunde zwischen den Gesellschaften STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A., beurkundet am 21. Dezember 1998 durch Notar André Schwachtgen, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 4. Februar 1999, Band 1575, Nummer 134, wurden die vorerwähnten als Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 2/E, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E bezeichneten Grundstücke, mit einer Gesamtfläche von 98,60 Ar, die ein ungeteiltes Eigentum der vorgenannten Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A., IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. im folgenden Verhältnis bildeten:

- STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A.	686,300 Tausendstel
- IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A. PARKING DE KIRCHBERG S.A. GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A.	313,700 Tausendstel

wie folgt zwischen diesen Gesellschaften aufgeteilt:

a) das vorgenannte Los 2/E wurde an die Gesellschaften IMMOBILIÈRE AUCHAN KIRCHBERG S.A., PARKING DE KIRCHBERG S.A. und GALERIE COMMERCIALE DE KIRCHBERG S.A. als unteilbares Eigentum zwischen diesen Gesellschaften übertragen;

b) die vorgenannten Lose 1/A, 1/B, 2/A, 2/B, 2/C, 2/D, 4/A, 4/B, 4/C, 4/D und 4/E wurden an die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. übertragen.

6. a) Die als Lose A32, A4, A7, A8, A9, A10, A11, A12 und A13 bezeichneten Grundstücke wurden gemäß einer Basisurkunde mit Miteigentumsregelung, («acte de base avec règlement de copropriété») beurkundet am 19. März 1997 durch Notar André Schwachtgen, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 24. April 1997, Band 1499, Nummer 19, als Miteigentum («régime de copropriété») organisiert.

Infolge der vorgenannten Basisurkunde wurde die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. auf Grund des Vertikalkatasters («cadastre vertical») Eigentümerin von 493,37366 Tausendstel in dem so geschaffenen Miteigentum («copropriété»).

b) In der Folge hat die Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. verschiedene ihr gehörende Miteigentumslose begreifend insgesamt 63,48041 Tausendstel im Miteigentum gemäß nachfolgenden Urkunden veräußert:

- Verkaufsurkunde vom 20. März 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 25. April 1997, Band 1499, Nummer 46;

- Verkaufsurkunde vom 25. April 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 14. Mai 1997, Band 1501, Nummer 51;

- Verkaufsurkunde vom 14. Juli 1997, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 1. August 1997, Band 1511, Nummer 39;

- Urteil des Zivilgerichts Luxemburg vom 19. November 1997, ergänzt durch eine Vereinbarung vom 29. Juli 1998, beide überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 28. Juli 1998, Band 1553, Nummer 85, beziehungsweise am 24. September 1998, Band 1560, Nummer 54;

- Verkaufsurkunde vom 29. Oktober 1998, überschrieben im Ersten Hypothekenbüro zu Luxemburg, am 1. Dezember 1998, Band 1567, Nummer 116.

Infolge der vorgenannten Veräußerungen war die aufgespaltete Gesellschaft STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. zum 31. März 1999 wieder auf Grund des Vertikalkatasters («cadastre vertical») Eigentümerin von 429,89325 Tausendstel in dem vorgenannten Miteigentum.

7. Im Rahmen der am 13. Juni 1999 vorgenommenen Aufspaltung der STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. wurden folgende Immobilienwerte von der STADTTEILZENTRUM KIRCHBERG S.A. auf die Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., übertragen:

A. Car Park Kirchberg S.A.

KOMPLEMENTARINDIKATIONEN

KATASTERBEZEICHNUNG DER LOSE

BETREFFEND DIE LOSE

Nutzfläche	Quote	Natur	Nummer	Block	Flur	Ebene
37,50	0,12266	Parking	092	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	093	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	094	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	095	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	096	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	097	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	098	B	D	01
187,50	0,61328	Parking	112	B	D	01
						3,18904

B. Advocates' House Kirchberg S.A.

KOMPLEMENTARINDIKATIONEN

KATASTERBEZEICHNUNG DER LOSE

BETREFFEND DIE LOSE

Nutzfläche	Quote	Natur	Nummer	Block	Flur	Ebene
4. Finger						
10,36	0,04234	Balkon	271	B	P	04
800,35	6,54452	Büro	272	B	P	04
10,36	0,04234	Balkon	367	B	P	05
800,35	6,54452	Büro	368	B	P	05
600,77	4,91255	Büro	432	B	P	06
3,46	0,01416	Büro	432	B	P	06
						18,10043

Parking Obis

50,00	0,16354	Parking	099	B	D	01
62,50	0,20443	Parking	100	B	D	01
50,00	0,16354	Parking	101	B	D	01
37,50	0,12266	Parking	102	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	103	B	D	01
25,00	0,08177	Parking	104	B	D	01
25,00	0,08177	Parking	105	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	106	B	D	01
200,00	0,65416	Parking	107	B	D	01
150,00	0,49062	Parking	108	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	109	B	D	01
62,50	0,20443	Parking	110	B	D	01
12,50	0,04089	Parking	111	B	D	01
						2,94375

Verschmelzung

Immobilienwerte

Im Rahmen der oben angegebenen Verschmelzung werden die unter obiger Ziffer 7 A. und B. näher bezeichneten Immobilienwerte in ihrem derzeitigen Zustand in ihrer Gesamtheit an die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. übertragen.

Austauschverhältnis

Die Aktionäre der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. erhalten im Umtausch der ausnahmslosen Einlagen sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A., für alle Aktien der Gesellschaft CAR PARK KIRCHBERG S.A. eine Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. und die Aktionäre der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. erhalten im Umtausch der ausnahmslosen Einlagen sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., für alle Aktien der Gesellschaft ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. eine Aktie der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Die Sacheinlage im Rahmen der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. war Gegenstand eines Berichtes des gemeinsamen unabhängigen Sonderprüfers der Wirtschaftsprüferfirma FIDEI REVISION, S.à r.l., 50, Val Fleuri, L-1526 Luxemburg. Dieser Bericht kommt zu folgender Schlußfolgerung:

«Schlußfolgerung

Unserer Ansicht nach ist das im Rahmen der Verschmelzung der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A., ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. und JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. und bei der Übertragung sämtlicher Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. angewandte Bewertungsverfahren angemessen und führt zu einem Wert der Einlagen, der mindestens der Anzahl und dem Nennwert der im Gegenzug auszubehenden Aktien entspricht.»

Dritter Beschluß

Die Versammlung stellt fest, daß die Einlagen in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. auf der Grundlage des Standes der verschmelzenden Gesellschaften zum 30. September 2000 erfolgt ist.

Sämtliche seit diesem Datum von den Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. getätigten Geschäfte betreffend die Aktiv- und Passivposten, die von diesen Gesellschaften in die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. eingebracht wurden, sind zum Nutzen und Gewinn sowie zu Lasten und auf Risiko dieser Aktiengesellschaften getätigt worden. Die Versammlung nimmt die Information der Verwaltungsräte der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. zur Kenntnis, daß in der Zeit seit der Aufstellung des Standes zum 30. September 2000 bis zum Tage der heutigen Versammlung keine wichtige Änderung der Aktiva und Passiva der Vermögen der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. eingetreten ist.

Vierter Beschluß

Die Versammlung nimmt die Ausgabe und die Aufteilung der Aktien an der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. an die Aktionäre der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A., so wie diese auf der gegenwärtigem Protokoll beigefügten Anwesenheitsliste näher aufgeführt sind, im Austausch der Einlage des gesamten Aktiv- und Passivvermögens der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. in diese Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. gemäß dem in dem Aufspaltungsentwurf vorgesehenen Verhältnis an.

Die Versammlung nimmt außerdem die Bedingungen an, die der Aufspaltungsentwurf vorsieht betreffend die Ungültigerklärung der Aktien der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. und die Übergabe der Aktien der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Fünfter Beschluß

Die Versammlung beschließt die Erhöhung des Gesellschaftskapitals der JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. von LUF 2.490.000 auf LUF 2.492.000 durch Ausgabe von 2 neuen Aktien mit einem Nennwert von LUF 1.000 pro Aktie im Austausch gegen die Übertragung des vorerwähnten Gesamtheit der Aktiva und Passiva der Gesellschaften CAR PARK KIRCHBERG S.A. und ADVOCATES' HOUSE KIRCHBERG S.A. auf die Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A.

Sechster Beschluß

Die Versammlung beschließt Artikel 5 Absatz 1 der Satzung der Gesellschaft JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A. abzuändern, um der vorerwähnten Kapitalerhöhung Rechnung zu tragen, und diesem Absatz folgenden Wortlaut zu geben:

«Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt LUF zwei Millionen vierhundertzweiundneunzigtausend (LUF 2.492.000), eingeteilt in zweitausendvierhundertzweiundneunzig (2.492) Aktien mit einem Nominalwert von je LUF tausend (LUF 1.000), welche voll eingezahlt sind.»

Siebter Beschluß

Die Versammlung stellt fest, daß die Verschmelzung nach Maßgabe von Artikel 272 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfolgt ist, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 273 desselben Gesetzes betreffend die Wirksamkeit der Verschmelzung Dritten gegenüber.

Sämtliche oben angeführten Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefaßt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und keine weitere Wortmeldung vorliegt, hebt der Vorsitzende die Versammlung um 16.30 Uhr auf.

Der unterzeichnende Notar erklärt, gemäß den Bestimmungen des Artikels 271 (2) des Gesetzes über die Handelsgesellschaften, daß er die Existenz und die Rechtmäßigkeit der Geschäfte und der Formalitäten, die der verschmelzenden Gesellschaften obliegen, sowie des Verschmelzungsentwurfes geprüft hat und hiermit bestätigt.

Worüber Urkunde erstellt wurde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Versammlung und an die Ausschußmitglieder, haben die Ausschußmitglieder gemeinsam mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben. Kein weiterer Aktionär hat den Wunsch geäußert, diese Urkunde zu unterschreiben.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 36, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2000.

A. Schwachtgen.

(72284/230/410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2000.

JOSEPH BECH BUILDING KIRCHBERG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 9, rue Kalchesbruck.
R. C. Luxembourg B 70.679.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2000.

A. Schwachtgen.

(72285/230/) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2000.

UNIBANK INVESTMENT MANAGEMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2220 Luxembourg, 672, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 69.260.

In the year two thousand, on the twenty-third of November.
Before Maître Paul Frieders, notary, residing in Luxembourg.

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of UNIBANK INVESTMENT MANAGEMENT FUND, a société anonyme, qualifying as Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) having its registered office in L-2220 Luxembourg, 672, rue de Neudorf, incorporated by deed of the undersigned notary, on April 14th, 1999, published in the Mémorial C, number 347 of May 17th, 1999. R. C. Luxembourg B 69.260.

The meeting was opened at 2.30 p.m. and was presided by Mr Peter Tommerup, General Manager, residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Miss Desirée Peiffer, Office Manager, residing in Roodt/Syre.

The meeting elected as scrutineer Mrs Chantal Keereman, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

- Application of Article V of the law of July 17, 2000 amending some provisions of the law of March 30th, 1988 relating to undertakings for collective investment pursuant to which each Sub-Fund of a SICAV is liable for its own liabilities and consequently deletion of sentence 4 starting with: «To third parties...» of paragraph 2 of point II of Article 18 as well as deletion of paragraph 2 of Article 20 of the Articles of Incorporation dealing with the cross-liability between Sub-Funds.

II) Notices setting forth the agenda of the meeting have been sent by mail to each registered shareholder.

III) The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxy holders representing shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

IV) It appears from the attendance list that of the one million sixty-two thousand five hundred and ninety-nine (1,062,599) shares representing the whole share capital, nine hundred and four thousand seven hundred and five (904,705) shares are represented at the present extraordinary general meeting.

V) The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

VI) After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda.

The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote the following resolution:

Resolution

The general meeting decides the application of Article V of the law of July 17, 2000 amending some provisions of the law of March 30th, 1988 relating to undertakings for collective investment pursuant to which each Sub-Fund of a SICAV is liable for its own liabilities and consequently the deletion of sentence 4 starting with: «To third parties...» of paragraph 2 of point II of Article 18 as well as the deletion of paragraph 2 of Article 20 of the Articles of Incorporation dealing with the cross-liability between Sub-Funds.

This resolution has been adopted unanimously.

There being no further item on the agenda, the meeting was closed at 2.45 p.m.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by their names, Christian names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille, le vingt-trois novembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme UNIBANK INVESTMENT MANAGEMENT FUND, qualifiée de Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV), ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 672, rue de Neudorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, numéro 69 260, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 14 avril 1999, publié au Mémorial C, numéro 347 du 17 mai 1999.

La séance est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Peter Tommerup, General Manager, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Desirée Peiffer, Office Manager, demeurant à Roodt/Syre.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Chantal Keereman, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- Application de l'Article V de la loi du 17 juillet 2000 modifiant quelques dispositions de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif en vertu duquel chaque compartiment d'une SICAV ne répond que de ses propres dettes et, en conséquence, suppression de la 4^e phrase commençant par: «Vis-à-vis des tiers...» de l'alinéa 2 du point II de l'Article 18 ainsi que suppression de l'alinéa 2 de l'Article 20 des statuts traitant de la solidarité entre compartiments.

II. Des avis énonçant l'ordre du jour ont été envoyés par lettres recommandées à chaque actionnaire nominatif.

III. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

IV. Qu'il résulte de cette liste de présence que sur les un million soixante-deux mille cinq cent quatre-vingt-dix neuf (1.062.599) actions représentant l'intégralité du capital social, neuf cent quatre mille sept cent cinq (904.705) actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

V. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les actionnaires déclarent avoir eu préalablement connaissance.

VI. Ces faits exposés par le président et reconnus exacts par les membres du bureau de l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour.

Après délibération, le président met aux voix la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide l'application de l'Article V de la loi du 17 juillet 2000 modifiant quelques dispositions de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif en vertu duquel chaque compartiment d'une SICAV ne répond que de ses propres dettes et en conséquence la suppression de la 4^e phrase commençant par: «Vis-à-vis des tiers...» de l'alinéa 2 du point II de l'Article 18 ainsi que la suppression de l'alinéa 2 de l'Article 20 des statuts traitant de la solidarité entre compartiments.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 14.45 heures.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Tommerup, D. Peiffer, C. Keereman, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2000, vol. 6CS fol. 97, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2000.

P. Frieders.

(69984/212/111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2000.

UNIBANK INVESTMENT MANAGEMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 672, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 69.260.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2000.

P. Frieders.

(69985/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2000.

LADELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 14, route de Bigonville.

STATUTS

L'an deux mille, le vingt-deux novembre.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Etienne Lalot, employé privé, demeurant à B-6717 Attert, 31, rue de la Corne du Bois, Parette,
- 2.- Mademoiselle Stéphanie De Dobbeleer, employée privée, demeurant à B-6800 Libramont-Chevigny, 2A, rue des Mélèzes.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LADELUX S.A.

La société aura son siège social dans la Commune de Rambrouch.

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 2. La société a pour objet l'exécution de tous travaux comptables, l'organisation administrative et le conseil fiscal.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-) par action.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de son détenteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Art. 4. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie, télex, ou e-mail étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

Suivant les conditions prévues par l'article 72-2 de la loi du 24 avril 1983 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes.

Art. 6. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent. L'assemblée générale des actionnaires fixe les pouvoirs de signature.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme de six ans. Ils sont rééligibles.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action représentative du capital social donne droit à une voix, sauf restrictions prévues par la loi. Les titres et parts bénéficiaires qui peuvent être créés ne donnent pas droit à la participation au vote.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation le 4^{ème} jeudi du mois de mai à 20.00 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2000.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1.- Monsieur Etienne Lalot, préqualifié, cinquante actions	50
2.- Mademoiselle Stéphanie De Dobbeleer, préqualifiée, cinquante actions	50
Total: cent actions	100

Le capital social a été entièrement libéré, de sorte qu'il se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à quarante-cinq mille francs (LUF 45.000,-).

Pour les besoins de l'enregistrement, les parties ont évalué le montant du capital social à un million deux cent cinquante mille cinq cent trente-sept francs (LUF 1.250.537,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants qualifiés ci-avant représentant l'intégralité du capital social souscrit se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à quatre.

Sont nommés administrateurs pour une durée de six ans:

- Monsieur Etienne Lalot, employé privé, demeurant à B-6717 Attert, 31, rue de la Corne du Bois, Parette.
- Mademoiselle Stéphanie De Dobbeleer, employée privée, demeurant à B-6800 Libramont-Chevigny, 2A, rue des Mélézes,
- Madame Isabelle Youcken, employée privée, demeurant à B-6717 Attert, 31, rue de la Corne du Bois, Parette,
- Madame Catherine Janssens, femme au foyer, demeurant à B-6800 Libramont-Chevigny, 2A, rue des Mélézes.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes pour une durée de six ans:

- la société à responsabilité limitée LUXFIBEL, S.à r.l., avec siège social à Rombach/Martelange.

3.- Les pouvoirs de signature sont fixés comme suit:

La société est valablement engagée par la seule signature d'un administrateur-délégué pour tout engagement d'une contre-valeur de sept mille cinq cents euros (EUR 7.500,-).

La société est en toutes circonstances valablement engagée:

- soit par la signature conjointe des deux administrateurs-délégués,
- soit par la signature de Monsieur Etienne Lalot ensemble avec celle de Madame Catherine Janssens,
- soit par la signature de Mlle Stéphanie De Dobbeleer ensemble avec celle de Madame Isabelle Youcken,
- soit par la signature conjointe de Madame Catherine Janssens et de Madame Isabelle Youcken.

4.- Le siège social est fixé à l'adresse suivante: à L-8832 Rombach/Martelange, 14, route de Bigonville.

Réunion du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration se sont ensuite réunis et ils ont décidé, à l'unanimité, de nommer Monsieur Etienne Lalot et Mademoiselle Stéphanie De Dobbeleer, qualifiés ci-avant, comme administrateurs-délégués.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Lalot, S. De Dobbeleer, C. Janssens, I. Youcken, L. Grethen.

Enregistré à Redange, le 23 novembre 2000, vol. 400, fol. 15, case 12. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): R. Schaack.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 8 décembre 2000.

L. Grethen.

(93124/240/110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2000.

ANTALAN GROUP HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

STATUTS

L'an deux mille, le premier août.

Par-devant Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

Ont comparu:

1.- FINACQUIS S.A, société de droit suisse de Baar (Suisse), Oberdorfstrasse, 13, ici représentée par Heike Heinz, employée privée, demeurant à Trèves (Allemagne), en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée;

2.- BESTON ENTERPRISES INC., société de droit panaméen de Panama City (République de Panama), Apartado 7440, ici représentée par Heike Heinz, préqualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé-ci annexée.

Lesquels comparants ont requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée ANTALAN GROUP HOLDING S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché du Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public. La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et lui prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 concernant les sociétés holding et par l'article 209 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été ultérieurement modifiée.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente-deux mille euros (32.000,- EUR), représenté par trois cent vingt (320) actions de cent euros (100,- EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président en son sein. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 9. L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin de l'année suivante.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier lundi du mois d'août à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner dans les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 12. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1. FINACQUIS S.A., société de droit suisse, de Baar (Suisse), Oberdorfstrasse, 13, trois cent dix-neuf actions .	319
2. BESTON ENTREPRISES INC., société de droit panaméen de Panama City (République de Panama), Apartado 7440, une action.	1
Total: trois cent vingt actions	320

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de cent pour cent de sorte que la somme de trente-deux mille euros (32.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ quarante-sept mille francs (47.000,- LUF).

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui pour finir le 30 juin 2001.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2001.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1)

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

- 1.- Marc Muller, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.
- 2.- Yvette Hamilius, avocat, demeurant à Luxembourg.
- 3.- Pascale Loewen, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- Jean-Marc Faber, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se terminant le 30 juin 2001.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et à l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présent minute.

Signé: H. Heinz, F. Molitor.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 août 2000, vol. 851, fol. 80, case 12. – Reçu 12.909 francs.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Dudelange, le 4 août 2000.

(42619/223/138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2000.

BERENBERG FUND-OF-FUNDS.**ÄNDERUNGSVEREINBARUNG**

Zwischen:

1. BERENBERG LUX INVEST S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen, und
 2. DG BANK LUXEMBOURG S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen,
- wird im Hinblick auf BERENBERG FUND-OF-FUNDS, einen Investmentfonds nach Luxemburger Recht, folgendes beschlossen:

VERWALTUNGSREGLEMENT

a) Das Verwaltungsreglement des Anlagefonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS vom 13. Juli 1999, in Kraft getreten am 13. Juli 2000, (nachfolgend «Verwaltungsreglement» genannt) wird in Artikel 4 wie folgt neu gefasst:

Die Verwaltungsgesellschaft hat die DG BANK LUXEMBOURG S.A., mit eingetragenem Sitz in L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison, als Zahlstelle beauftragt durch Vertrag vom 13. Juli 2000, der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von den Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum Geschäftsjahresende gekündigt werden kann.

Ferner hat die Verwaltungsgesellschaft die BERENBERG BANK JOH. BERENBERG, GOSSLER & CO, mit eingetragenem Sitz in L-1725 Luxemburg, 8-12, rue Henri IV, als Zahlstelle beauftragt durch Vertrag vom 13. Juli 2000, der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von den Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum Geschäftsjahresende gekündigt werden kann.

Ferner hat die Verwaltungsgesellschaft die BERENBERG BANK JOH. BERENBERG, GOSSLER & CO, mit eingetragenem Sitz in D-20354 Hamburg, Neuer Jungfernstieg 20, als Zahlstelle beauftragt durch Vertrag vom 13. Juli 2000, der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von den Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum Geschäftsjahresende gekündigt werden kann.

Ferner hat die Verwaltungsgesellschaft die DG BANK FRANKFURT, mit eingetragenem Sitz in D-60325 Frankfurt, Am Platz der Republik, als Zahlstelle beauftragt durch Vertrag vom 13. Juli 2000, der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von den Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum Geschäftsjahresende gekündigt werden kann.

b) Artikel 14 wird wie folgt neu gefasst:

Im «Sonderreglement» werden die der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und Dritten zustehenden Vergütungen und weitere Aufwendungen, die den Teilfondsvermögen belastet werden können, genannt.

Die Verwaltungsgesellschaft erhält am Monatsende ein Entgelt von bis zu max 0,6% p.a. pro Teilfonds, das auf der Basis des am Monatsende ermittelten Nettoteilfondsvermögens errechnet wird.

Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft aus dem Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds eine wertentwicklungsorientierte Vergütung («Performance-Fee») erhalten, welche als jährlicher Prozentsatz auf den Teil der jährlich netto, d.h. unter Berücksichtigung eventueller zwischenzeitlicher Wertminderungen, erwirtschafteten Wertentwicklung berechnet wird. Diese Performance-Fee kann entweder auf den gesamten Nettowertzuwachs, oder den einen bestimmten Mindestprozentsatz oder eine Benchmark (die Wertentwicklung eines bestimmten Wertpapierindex im selben Zeitraum) übersteigenden Teil des Nettowertzuwachses gerechnet werden. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen. Die prozentuale Höhe einer etwaigen Performance-Fee ist im Verkaufsprospekt unter «Die Teilfonds im Überblick» zu ersehen.

Des weiteren erhält der Anlageberater für den Teilfonds «DYNAMIC SELECT FONDS» und den Teilfonds «SELECT S.T.A.R. FONDS» am Monatsende ein Entgelt von bis zu max. 0,5% p.a. (zzgl. evtl. Mehrwertsteuer) je Teilfonds, das auf der Basis des am Monatsende ermittelten Nettoteilfondsvermögens errechnet wird.

Im Falle des Teilfonds «DYNAMIC SELECT FONDS» erhält die Depotbank am Monatsende ein Entgelt, das auf der Basis des am jeweiligen Monatsende ermittelten Nettoteilfondsvermögens errechnet wird und 0,125% pro Jahr nicht übersteigt, jedoch mindestens 8.000,- EUR pro Jahr je Teilfonds beträgt. Daneben erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr von max. 0,65% für jede Investmentanteil- oder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Spesen anfallen.

Im Falle des Teilfonds «SELECT S.T.A.R. FONDS» erhält die Depotbank am Monatsende ein Entgelt, das auf der Basis des am jeweiligen Monatsende ermittelten Nettoteilfondsvermögens errechnet wird und 0,125% pro Jahr nicht übersteigt, jedoch mindestens 8.000,- EUR pro Jahr je Teilfonds beträgt. Daneben erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr von max. 0,45% für jede Investmentanteil- oder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Spesen anfallen.

Für den Teilfonds «DYNAMIC SELECT FONDS» und den Teilfonds «SELECT S.T.A.R. FONDS» erhält die Servicegesellschaft je Teilfonds max. 1.000,- EUR pro Monat zuzüglich max. 0,10% p.a. des jeweiligen Nettoteilfondsvermögens für ihre Tätigkeit im Rahmen des Rechnungswesens, der Buchführung, der Errechnung des Nettoinventarwertes und dessen Veröffentlichung. Daneben erhält sie eine jährliche Gebühr pro Anlagekonto, die 25,- EUR bei Einmalzahlungen bzw. 40,- EUR pro Konto mit Sparplänen nicht übersteigt.

Der Fonds trägt die luxemburgische Abonnementsteuer von 0,06% p.a. des Nettofondsvermögens, sofern nicht die Investmentfonds, deren Anteile der Fonds erwirbt, bereits eine solche tragen.

Zusätzlich trägt der Fonds folgende sonstige Kosten:

- alle sonstigen Steuern, die möglicherweise auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden bzw. im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds entstehen;
- bankübliche Spesen für Transaktionen in Investmentanteilen, Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung sowie Börsenmaklercourtagen;
- das Entgelt der Korrespondenzbanken im Ausland sowie deren Bearbeitungskosten;
- Kosten für den etwaigen Druck von Globalzertifikaten und Stimmrechtsvollmachten sowie für den Druck und Versand der Jahres- und Halbjahresberichte und anderer Mitteilungen an die Anteilhaber in den zutreffenden Sprachen sowie Kosten der Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise;
- Kosten für alle anderen den Fonds betreffenden Dokumente, einschliesslich Zulassungsanträgen, sowie Kosten der Vorbereitung und/oder der amtlichen Prüfung und Veröffentlichung der Verkaufsprospekte und diesbezüglichen Änderungsanträge an Behörden (einschliesslich lokaler Wertpapierhändlervereinigungen) in verschiedenen Ländern in den entsprechenden Sprachen im Hinblick auf das Verkaufsangebot von Anteilen;
- etwaige Honorare und Auslagen der Verwaltungsratsmitglieder;
- die Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;
- Honorare des Wirtschaftsprüfers;
- Versicherungskosten und Zinsen;
- Kosten für Rechtsberatung und alle ähnlichen administrativen Kosten, die dem Fonds oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber handeln;

- Kosten der etwaigen Börsennotierung(en) und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb in verschiedenen Ländern;
- Vergütungen von Zahlstellen, Vertriebsstellen und Repräsentanten im Ausland;
- Auslagen der Depotbank;
- alle anderen ausserordentlichen oder unregelmässigen Ausgaben, welche üblicherweise zu Lasten des Fonds gehen;
- die Gründungskosten, welche im ersten Geschäftsjahr voll abgeschrieben werden und voraussichtlich EUR 30.000,- nicht übersteigen. Die Gründungskosten des «SELECT S.T.A.R. FONDS» werden im ersten Geschäftsjahr voll abgeschrieben werden und voraussichtlich 20.000,- nicht überschreiten. Die Kosten, die bei Gründung eines weiteren Teilfonds anfallen, werden ausschliesslich von dem betroffenen Teilfonds getragen.

Die in der obigen Aufzählung aufgeführten sonstigen Kosten mit Ausnahme der Gründungskosten werden voraussichtlich 30.000,- EUR jährlich nicht übersteigen.

Bei den Zielfonds können den Anteilhabern des Fonds mittelbar oder unmittelbar Gebühren, Kosten, Steuern, Provisionen und sonstige Aufwendungen belastet werden. Insofern kann eine Mehrfachbelastung mit Verwaltungs- oder Anlageberatervergütung und Erfolgshonorar («Performance-Fee»), Depotbank- und Servicegesellschaftsvergütung sowie Steuern, Kosten des Wirtschaftsprüfers und sonstige Kosten eintreten. Die genannten Kosten werden in den jeweiligen Jahresberichten aufgeführt.

Im Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds angefallen sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem Fonds von einer anderen Kapitalanlagegesellschaft oder einer anderen Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft oder ihres Anlageberaters als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft wird den Teilfonds keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge, keine Verwaltungsvergütung und Investmentgebühren sowie keine Erfolgshonorare («Performance-Fee») für die im Teilfonds gehaltenen Anteile berechnen, wenn das betreffende Teilfondsvermögen von ihr selbst oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der sie durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, dass die Gesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf die Anteile an solchen verbundenen Teilfondsvermögen entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfondsvermögen berechneten Verwaltungsvergütung kürzt.

Sofern Sparpläne angeboten werden wird der Ausgabeaufschlag nur auf die jeweilige Anlagerate erhoben. Eine Vorwegbelastung von Ausgabeaufschlägen, die nachfolgende Anteilskäufe betreffen, ist ausgeschlossen.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst den ordentlichen Erträgen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Verwaltungs- und andere Aufwendungen von regelmässiger und wiederkehrender Art können im voraus auf der Grundlage von Schätzungen für Jahres- und andere Zeiträume berechnet und anteilig über diese Zeiträume verteilt werden.

Kosten, Gebühren und Aufwendungen, die einem Teilfonds zurechenbar sind, werden von diesem Teilfonds getragen. Andernfalls werden sie anteilig auf einer dem Verwaltungsrat vernünftig erscheinenden Grundlage nach der Höhe des Nettovermögens aller oder aller relevanten Teilfonds aufgeteilt.

c) Artikel 15 Absatz (3) wird wie folgt neu gefasst:

(3) Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht. Der erste Bericht wird ein ungeprüfter Bericht zum 31. Dezember 2000 sein. Zum Geschäftsjahresende, am 30. Juni eines jeden Jahres, erstellt der Fonds einen geprüften Jahresabschluss.

d) Artikel 17 wird wie folgt neu gefasst:

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Juli jeden Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung des Fonds beginnt und am 30. Juni 2001 endet.

SONDERREGLEMENT

e) Das Sonderreglement des Anlagefonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS-DYNAMIC SELECT FONDS vom 13. Juli 2000, in Kraft getreten am 13. Juli 2000 (nachfolgend «Sonderreglement» genannt), wird in Artikel 23 neu nummeriert:

Die Absätze (1) und (2) bleiben unverändert bestehen.

(3) Für den Teilfonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS - DYNAMIC SELECT FONDS sollen überwiegend Anteile an anderen offenen Aktienfonds, die überdurchschnittliche Ertragschancen erwarten lassen, erworben werden. BERENBERG FUND-OF-FUNDS - DYNAMIC SELECT FONDS wird daher zu ca. 50% in Anteile von Aktienfonds aus dem Universum des MSCI World Index investieren. Andererseits erfolgt schwerpunktmässig eine Anlage in Anteile von dynamischen Wachstumsfonds wie z.B. Neue Märkte-, Nebenwerte-, Internet-, Biotechnologie- und Technologiefonds, die in wachstumsorientierte Branchen aus den Bereichen Internet, Telekommunikation, Mikroelektronik, Mikromechanik, Umwelt- und Energietechnologie, Freizeit, Medien, Software etc. Je nach Marktlage kann das Fondsvermögen auch in grösserem Umfang in andere Branchenbereiche mit hohen Wachstumspotentialen angelegt werden.

(4) Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Vermögen von BERENBERG FUND-OF-FUNDS - DYNAMIC SELECT FONDS auch Anteile an Rentenfonds, gemischten Wertpapierfonds und geldmarktnahen Fonds des offenen Typs tätigen, die jedoch grundsätzlich akzessorischen Charakter haben; dabei kann das Fondsvermögen kurzfristig und im Interesse der Anleger auch vollständig in diesen vorgenannten Fondskategorien angelegt werden.

(5) Daneben dürfen bis zu 49% des Wertes des jeweiligen Nettoteilfondsvermögens in flüssigen Mitteln wie Bankguthaben, Einlagezertifikaten und anderen Geldmarktpapieren mit einer restlichen Laufzeit zum Zeitpunkt ihres Erwerbs von höchstens 12 Monaten zu Liquiditätszwecken gehalten werden; diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben.

(6) Ausser Investmentanteile werden für den Fonds keine anderen Wertpapiere oder in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erworben (mit Ausnahme der in vorstehender Nummer 5 genannten Geldmarktpapiere).

(7) Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

f) Artikel 27 wird wie folgt neu gefasst:

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 30. Juni.

Diese Vereinbarung tritt mit Wirkung vom 9. Dezember 2000 in Kraft.

Luxemburg, den 30. Oktober 2000.

BERENBERG LUX INVEST S.A. / DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2000, vol. 546, fol. 82, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(68461/999/165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2000.

APPLIQUE CONSULTING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2715 Luxembourg, 21, rue Walram.

STATUTES

In the year two thousand, on the twentieth of July.

Before Us, Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1.- Mr James E. Mc Neill, manager, residing in Luxembourg.

2.- Mrs Lisa A. Mc Neill, consultant, residing in Luxembourg.

Those appearing, voting under their given authority, announced the formation by them of a limited liability company, governed by the relevant law and the present articles.

Art. 1. There exists between the parties noted above and all persons and entities who may become partners in the future, a company with limited liability which will be governed by the law pertaining to such an entity as well as by the present articles.

Art. 2. The purpose of the company is to realize, as well in the Grand Duchy of Luxembourg as abroad, all transactions and activities relating to the provision of consulting, research, development and training services in the fields of informatics and multimedia, as well as relating to the creation, renting and sale of informatics and multimedia products and related products.

The company may take participating interests by any means in any businesses, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

In general, the company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity and accomplish all transactions and activity which it may deem useful to the direct or indirect accomplishment and development of its purpose.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period to run from this day.

Art. 4. The company will assume the name of APPLIQUE CONSULTING, S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

Art. 6. The company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR), represented by five hundred (500) shares of twenty-five Euro (25.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law covering companies.

Art. 8. Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The company's shares are freely transferable between partners. They may only be disposed of to new partners following the passing of a resolution of the partners in general meeting, with a majority amounting to three quarters of the share capital.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the partners will not bring the company to an end.

Art. 11. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

Art. 12. The company is administered by one or several managers, not necessarily partners, appointed by the partners.

In dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

Art. 13. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 14. Each partner may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Each partner may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 15. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of partners owning three quarters of the company's share capital.

Art. 16. The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 17. Each year on the thirty-first of December, the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Art. 18. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

Art. 19. The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the partners.

Art. 20. At the time of the winding-up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who will fix their powers and remuneration.

Art. 21. The partners will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles. The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of company act law «Companie Act of 18.9.33» are satisfied.

Transitory Disposition

The first financial year commences this day and ends on the thirty-first of December two thousand.

Subscription and payment

The shares have been subscribed as follows by:

1.- Mr James E. Mc Neill, prenamed, three hundred shares	300
2.- Mrs Lisa A. Mc Neill, prenamed, two hundred shares	200
Total: five hundred shares	500

All the shares have been fully paid up in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The parties estimate the value of formation expenses at approximately 60,000.- LUF

Extraordinary General Meeting

The partners representing the whole of the company's share capital have forthwith unanimously carried the following resolutions:

1- The meeting appoints as manager of the company for an undetermined period Mr James E. Mc Neill, residing in Luxembourg.

2- The company will be bound by the sole signature of the manager.

The manager will have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object pursuant to Articles 12 of the Articles of Incorporation.

3- The registered office is established in L-2715 Luxembourg, 21, rue Walram.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the first above-named persons, this deed is written in English followed by a French translation; at the request of the said persons, in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction de la version française du texte qui précède:

L'an deux mille, le vingt juillet.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1- Monsieur James Mc Neill, gérant, demeurant à Luxembourg

2- Madame Lisa A. Mc Neill, consultante, demeurant à Luxembourg

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il existe entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet de réaliser, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations et activités relatives à la prestation de services de consultance, de recherche, de développement et de formation en matière informatique et multimédia, ainsi que relatives à la conception, la location et la vente de produits informatique et multimédia, et de produits apparentés.

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser son développement ou à étendre ses activités.

En général, la société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour.

Art. 4. La société prend la dénomination de APPLIQUE CONSULTING, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents -500- parts de vingt-cinq Euros (25, EUR) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés. Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 17. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan

Art. 19. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 20. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales. Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence ce jour et finira le trente et un décembre deux mille.

Souscription et libération

Les parts ont été souscrites comme suit par:

1.- Monsieur James E. Mc Neill, prénommé, trois cents parts	300
2.- Madame Lisa A. Mc Neill, prénommée, deux cents parts	200
Total: cinq cents parts	<u>500</u>

Toutes les parts ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de 60.000,- LUF.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les résolutions suivantes:

1- L'Assemblée désigne comme gérant pour une durée indéterminée Monsieur James E. Mc Neill, demeurant à Luxembourg,

2- La société se trouve valablement engagée par la signature individuelle du gérant.

Conformément à l'article 12 des statuts le gérant aura les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

3- Le siège social de la société est fixé à L-2715 Luxembourg, 21, rue Walram.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, constate que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous, connus du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. E. Mc Neill, L. A. Mc Neill, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2000, vol. 6CS, fol. 14, case 6. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expedition conforme, délivrée à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2000.

F. Baden.

(42621/200/220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2000.

UNIPATENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 23.391.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un arrêt rendu le 27 juin 2000 par la Cour d'appel de Luxembourg, septième chambre, siégeant en matière d'appel de référé, que ladite juridiction a suspendu, jusqu'à ce que la juridiction du fond se soit définitivement prononcé sur la validité, les effets de l'assemblée générale extraordinaire de la société UNIPATENT HOLDING S.A., prédésignée, tenue par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 10 août 1999, et dont le procès-verbal a été publié au Mémorial C, numéro 807 du 29 octobre 1999.

Enregistré à Esch-sur Alzette, le 31 juillet 2000, vol. 317, fol. 26, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour extrait conforme, délivré à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 juillet 2000.

J.-J. Wagner.

(42608/239/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

AMPLEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 65.383.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 8 août 2000, vol. 540, fol. 82, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2000.

AMPLEX S.A.

Société Anonyme

Signature / Signature

Un administrateur / Un administrateur

(43019/024/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2000.

AMPLEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 65.383.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 18 juillet 2000

Résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée les réélit pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 1999;

Conseil d'administration

MM. Federico Franzina, employé privé, demeurant à Luxembourg, président;
Carlo Santoiemma, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Lino Berti, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Mme Maryse Santini, employée privée, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes

ERNST & YOUNG, rue Richard C. Kalergi, L-1359 Luxembourg.

Pour extrait conforme

AMPLEX S.A.

Société Anonyme

Signature / Signature

Un administrateur / Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2000, vol. 540, fol. 82, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43020/024/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2000.

VALPINVEST S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1358 Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 37.056.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 2 août 2000, vol. 540, fol. 65, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2000.

(42609/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

VASSY CALISTO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R. C. Luxembourg B 67.308.

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire
tenue le 17 juillet 2000*

Conseil d'Administration

Après avoir révoqué l'ensemble des Membres du Conseil d'Administration de leurs fonctions d'administrateurs, l'Assemblée Générale a nommé avec effet immédiat trois nouveaux administrateurs en remplacement des administrateurs révoqués.

Le Conseil d'Administration se présente désormais comme suit:

- la société ATTC Service, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau
- la société ATTC Directors, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau
- La société ATTC Management, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau

Les mandats des administrateurs nouvellement nommés prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2003.

Siège Social

L'Assemblée Générale a décidé de transférer le siège social de la société de L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté, au L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau et ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 17 juillet 2000.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2000, vol. 540, fol. 21, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42610/720/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2000.

API EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce.

STATUTS

L'an deux mille, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Yanick Lienard, ingénieur, demeurant à B-1050 Bruxelles, 60, rue Américaine.

Le comparant a requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société de participation financière à responsabilité limitée qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de API EUROPE, S.à r.l.**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Dudelange.**Art. 3.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

La société ne tombera pas sous le régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les holding companies. La société aura en outre pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, d'assurer la commercialisation de méthodes, de techniques et de procédés tenant à l'amélioration ou l'optimisation du traitement informatique de l'information et par la mise à disposition de personnel technique ou administratif.

La société peut s'approprier, donner ou prendre en location, ériger, aliéner ou échanger tous biens meubles ou immeubles, d'exploitation ou d'équipement, et d'une manière générale entreprendre toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social, y compris la sous-traitance en général et l'exploitation de tous droits intellectuels et de propriété industrielle ou commerciale y relatifs; elle peut acquérir à titre d'investissement tous biens meubles ou immeubles, même sans rapport direct ou indirect avec l'objet social de la société. La société peut pourvoir à l'administration, à la supervision et au contrôle de toutes sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation et toutes autres, et consentir tous prêts à celles-ci, sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit. Elle peut prendre un intérêt par voie d'apport en numéraire ou en nature, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer au Luxembourg ou à l'étranger, dont l'objet serait identique, analogue ou connexe au sien, ou de nature à favoriser le développement de son objet social. La présente liste est énonciative et non limitative.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euro (12.400,- EUR), représenté par six cent vingt (620) parts sociales de vingt euro (20,- EUR) chacune.**Art. 6.** En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.**Art. 8.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.**Art. 9.** Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, il est fait référence aux dispositions légales.*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2000.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Yanick Lienard, ingénieur, demeurant à B-1050 Bruxelles, 60, rue Américaine, six cent vingt parts 620

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à vingt-sept mille francs (27.000,- LUF).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce.

- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant, pour une durée illimitée:

Yanick Lienard, ingénieur, demeurant à B-1050 Bruxelles, 60, rue Américaine.

La société est engagée par la signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après information par le notaire au comparant que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub objet social respectivement après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Y. Lienard, , F. Molitor.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 21 juillet 2000, vol. 851, fol. 64, case 4. – Reçu 5.002 francs.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 27 juillet 2000.

F. Molitor.

(42620/223/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2000.

MERCURY WORLD BOND FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1010 Luxembourg.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of MERCURY WORLD BOND FUND («the Fund») will be held at 6D, route de Trèves, Senningerberg, Luxembourg on 16th January 2001 at 11.00 a.m. for the purposes of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Directors' and Auditors' report;
2. To approve the financial statements for the year ended 31st August 2000;
3. To approve the proposal and to pay a dividend, as recommended by the Board;
4. To discharge the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 31st August 2000 and to approve their remuneration;
5. To elect Mr J.-C. Wolter as Director;
6. To ratify the co-optation of Mr G. Withers as Director;
7. To re-elect Mr A. Dalton, Mr D. Ferguson, Mr F. Le Feuvre, Mr G. Radcliffe, Mr K. Togawa and Mr B. Stone as Directors;
8. To re-elect the Auditors;
9. To decide on any other business which may properly come before the meeting.

Voting:

Resolutions on the Agenda of the Annual General Meeting may be passed without a quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Voting Arrangements:

In order to vote at the Meeting:

- The holders of Registered Shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy.
- Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the Administrator to arrive not later than 12th January 2001. Proxy forms will be sent to registered Shareholders.

29th December 2000.

(04765/962/32)

The Board of Directors.

DAB ADVISERS I FUNDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2851 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

H. R. Luxemburg B 74.992.

Die Aktionäre der DAB ADVISERS I FUNDS, SICAV sind eingeladen, an der

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am 19. Januar 2001 um 12.00 Uhr in den Räumlichkeiten der BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, Luxemburg-Kirchberg, stattfindet.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr endend zum 31. August 2001
2. Vorlage des Berichtes des Rechnungsprüfers
3. Genehmigung der Jahresbilanz für das Geschäftsjahr endend zum 31. August 2000
4. Gewinnverwendung

5. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für das Geschäftsjahr endend zum 31. August 2000
6. Bestellung der Verwaltungsratsmitglieder und des Rechnungsprüfers
7. Sonstiges

Die Besitzer von Inhaberaktien, die an der Hauptversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, mindestens fünf Bankarbeitstage vor dem 19. Januar 2001 ihre Aktien bei der BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxemburg, zu hinterlegen und die Sperrung dieser Aktien zu beantragen.

Die Besitzer von Namensaktien, die an der Hauptversammlung teilnehmen möchten, werden aus organisatorischen Gründen gebeten, die Gesellschaft mindestens fünf Bankarbeitstage vor dem 19. Januar 2001 schriftlich (per Brief oder Vollmacht) davon in Kenntnis zu setzen.

Die in der Tagesordnung der Hauptversammlung aufgeführten Beschlüsse erfordern kein besonderes Quorum und werden, falls sie von der Mehrzahl der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen werden, angenommen.

I (04703/584/28)

Der Verwaltungsrat.

INTFIDECO S.A., Société anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 24.884.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 18 janvier 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2000
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

I (04538/795/16)

Le Conseil d'Administration.

EUROPEAN MULTI INDEX FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.790.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 19 January 2001 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Authorised Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 30 September 2000.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended 30 September 2000.
4. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

I (04750/755/19)

By order of the Board of Directors.

INVESTPLUS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 26.830.

Le quorum requis par la loi n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 2000, les actionnaires de la Sicav INVESTPLUS sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 50, avenue J.F. Kennedy, à L-2951 Luxembourg, le 1^{er} février 2001, à 11.00 heures, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 1^{er} des Statuts afin de changer la dénomination de la Société en AXA INVESTPLUS.

2. Remplacement des références au franc luxembourgeois par des références à l'Euro dans l'article 5 alinéa 7, l'article 8 c) 3), l'article 21 alinéa 1, l'article 24 alinéas 1 et 2 et l'article 25 alinéa 3.
3. Insertion à l'article 5 des statuts de la précision selon laquelle le capital minimum de la Société est égal à l'équivalent en Euro de 50 millions de LUF et de la précision selon laquelle le conseil d'administration peut décider d'émettre diverses classes d'actions ayant des droits et engagements spécifiques, de la possibilité pour les actionnaires d'une catégorie d'actions de décider la fusion avec une autre catégorie d'actions ou l'apport d'une catégorie d'actions à d'autres organismes de placement collectif, et la possibilité pour les actionnaires d'une catégorie d'actions de décider la consolidation ou le fractionnement des actions.
4. Modification de l'article 6 6) des statuts en supprimant la référence à la «présentation des coupons au guichet désigné à cet effet par la Société».
5. Insertion à l'article 11 des statuts d'une phrase spécifiant que la procuration nommant un mandataire pour participer à une assemblée générale des actionnaires est considérée comme valable pour toute assemblée ajournée ou reconvoquée à moins que cette procuration n'ait été spécifiquement révoquée.
6. Insertion à l'article 14 des statuts de la possibilité pour les réunions du conseil d'administration d'être tenues au moyen d'une téléconférence sous réserve que le vote des administrateurs soit confirmé par écrit.
7. Insertion à l'article 19 des statuts de la disposition selon laquelle le rachat obligatoire des actions par la Société peut être décidé par le conseil d'administration dans le cas où des raisons économiques ou politiques le justifient et remplacement dans l'alinéa 5 de l'article 19 de la référence à 50.000.000 de francs luxembourgeois par 1.250.000 Euros.
8. Modification de l'article 21 des statuts en précisant que les règles d'attribution et d'évaluation des avoirs seront «mutatis mutandis» applicables aux différentes classes à l'intérieur d'une même catégorie et en supprimant à la section C d) la référence à des obligations d'une catégorie liant toutes les catégories de la Société.
9. Modification de l'article 22 des statuts en supprimant la référence à la rémunération des agents intervenant dans le placement des actions.

Pour tenir valablement l'assemblée, aucun quorum de présence n'est requis. Les décisions seront votées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, conformément à l'article 11 des statuts, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours au moins avant l'assemblée auprès de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy. L-2951 Luxembourg, ou auprès de AXA BANK BELGIUM S.A., Grotestenweg 214, B-2600 Anvers.

Les propriétaires d'actions au porteur qui souhaitent se faire représenter par un autre actionnaire peuvent retirer une procuration auprès de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. ou auprès de AXA BANK BELGIUM S.A. et sont priés de la renvoyer cinq jours au moins avant l'assemblée.

I (04751/584/47)

Le Conseil d'Administration.

**ING INTERNATIONAL CURRENCY MANAGEMENT FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 40.811.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ING INTERNATIONAL CURRENCY MANAGEMENT FUND, SICAV will be held at L-8010 Strassen-Luxembourg, 224, route d'Arlon on *January 17, 2001* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors.
2. Approval of the Statement of Nets Assets and of the Statements of Operations as per September 30, 2000.
3. Appropriation of net results.
4. Discharge to the Directors and to the Auditors in respect of the performance of their duties for the financial year ended September 30, 2000.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

No quorum for the annual general meeting is required and decisions will be taken at a simple majority of the votes of shareholders present or represented at the meeting.

For the purposes of Point 3, decisions relating to a specific sub-fund shall be passed by a simple majority of shares present or represented of the said sub-fund.

The official language of the meeting will be English.

In order to attend the meeting of January 17, 2001 at 3.00 p.m., the owners of bearer shares will have to deposit their shares 5 clear days before the meeting at any office or branch of ING BANK N.V., at ING BANK (LUXEMBOURG) S.A. or at any company associated to ING GROUP.

I (04762/755/28)

The Board of Directors.

IPPA PORTFOLIO FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 27.225.

Le quorum requis par la loi n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 2000, les actionnaires de la Sicav IPPA PORTFOLIO FUND sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 50, avenue J.F. Kennedy, à L-2951 Luxembourg, le 1^{er} février 2001 à 10.30 heures, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 1^{er} des statuts afin de changer la dénomination de la Société en AXA LUXEMBOURG FUND et en abrégé AXA L FUND.
2. Remplacement des références au franc luxembourgeois par des références à l'Euro dans l'article 5 alinéa 6, l'article 8 c) 3), l'article 21 alinéa 1, l'article 24 alinéas 1 et 2 et l'article 25 alinéa 3.
3. Insertion à l'article 5 de la précision selon laquelle le capital minimum de la Société est égal à l'équivalent en Euro de 50 millions de LUF, suppression dans l'article 5 alinéa 5 des mots «sur base du bénéfice distribuable de la catégorie d'appartenance et insertion à l'article 5 des statuts de la précision selon laquelle le conseil d'administration peut décider d'émettre diverses classes d'actions ayant des droits et engagements spécifiques, de la possibilité pour les actionnaires d'une catégorie d'actions de décider la fusion avec une autre catégorie d'actions ou l'apport d'une catégorie d'actions à d'autres organismes de placement collectif, et la possibilité pour les actionnaires d'une catégorie d'actions de décider la consolidation ou le fractionnement des actions.
4. Modification de l'article 6 6) des statuts en supprimant la référence au jour de paiement des dividendes et à la «présentation des coupons au guichet désigné à cet effet par la Société».
5. Suppression à l'article 8 c) 2) des statuts de la référence à l'équivalence du prix de rachat et de la valeur nette par action.
6. Suppression des références à l'année 1992 dans les articles 10 et 24 des statuts.
7. Insertion à l'article 11 des statuts d'une phrase spécifiant que la procuration nommant un mandataire pour participer à une assemblée générale des actionnaires est considérée comme valable pour toute assemblée ajournée ou reconvoquée à moins que cette procuration n'ait été spécifiquement révoquée.
8. Insertion à l'article 14 des statuts de la possibilité pour les réunions du conseil d'administration d'être tenues ou moyen d'une téléconférence sous réserve que le vote des administrateurs soit confirmé par écrit.
9. Remplacement des références à la «Communauté Economique Européenne» et «Communauté Européenne» par des références à l'«Union Européenne» dans l'article 16 des statuts.
10. Suppression dans l'article 19 alinéa 2 des statuts de la référence à la valeur maximale de la commission de rachat.
11. Insertion à l'article 19 des statuts de la disposition selon laquelle le rachat obligatoire des actions par la Société peut être décidé par le conseil d'administration dans le cas où des raisons économiques ou politiques le justifient et remplacement dans l'alinéa 5 de l'article 19 de la référence à 50.000.000 de francs luxembourgeois par 1.250.000 Euros.
12. Modification de l'article 21 des Statuts en précisant que les règles d'attribution et d'évaluation des avoirs seront «mutatis mutandis» applicables aux différentes classes à l'intérieur d'une même catégorie et en supprimant à la section C d) la référence à des obligations d'une catégorie liant toutes les catégories de la Société.
13. Modification de l'article 22 des statuts en supprimant la référence à la rémunération des agents intervenant dans le placement des actions.

Pour tenir valablement l'assemblée, aucun quorum de présence n'est requis. Les décisions seront votées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, conformément à l'article 11 des statuts, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours au moins avant l'assemblée auprès de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, ou auprès de AXA BANK BELGIUM S.A. Grotesteenweg 214, B-2600 Anvers.

Les propriétaires d'actions au porteur qui souhaitent se faire représenter par un autre actionnaire peuvent retirer une procuration auprès de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. ou auprès de AXA BANK BELGIUM S.A. et sont priés de la renvoyer cinq jours au moins avant l'assemblée.

I (04752/584/55)

Le Conseil d'Administration.

NIPPON ASSETS INVESTMENTS, Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 21.692.

The Shareholders are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be at the registered office of the Company on 21 January 2001 at 3.00 p.m., with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.

2. Approval of the balance sheet, the profit and loss account and allocation of the results as at 30 September 2000, including the approval of the remuneration of the Directors.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor for the financial year ended 30 September 2000.
4. Re-election of Messrs James T. Laurenson, Neville L. A. Cook, Simon Coke, Rafik Fischer, David B. Nichol, Jan Vanden Bussche and Serge d'Orazio as Directors and COMPAGNIE DE REVISION, Member of ERNST & YOUNG, as the Statutory Auditor for a new statutory term of one year.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

I (04760/755/22)

By order of the Board of Directors.

**CREDITANSTALT CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN TRUST,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 11, rue Aldringen.
H. R. Luxemburg B 55.731.

Die Aktionäre der Sicav CREDITANSTALT CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN TRUST werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 17. Januar 2001 um 15.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

- Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Wirtschaftsprüfers.
- Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 30. September 2000.
- Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder.
- Ratifizierung der Kooptation eines Verwaltungsratsmitgliedes.
- Wahl der Verwaltungsratsmitglieder für das neue Geschäftsjahr.
- Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

I (04761/755/25)

Der Verwaltungsrat.

APOLLO GLOBAL DERIVATIVES, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt.
H. R. Luxemburg B 69.863.

Im Einklang mit Artikel 25 Absatz 2 der Satzung zu der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à Capital Variable) APOLLO GLOBAL DERIVATIVES findet die

ORDENTLICHE GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

am 8. Januar 2001 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxemburg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. September 2000.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder für das Geschäftsjahr, das am 30. September 2001 endet.
6. Ernennung des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr, das am 30. September 2001 endet.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, daß die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis zum 2. Januar 2001 spätestens bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Luxemburg, im Dezember 2000.

APOLLO GLOBAL DERIVATIVES

Der Verwaltungsrat.

II (04712/250/27)

NOVALIS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 19.763.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 janvier 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 septembre 1998, 1999 et 2000
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

II (04520/795/17)

Le Conseil d'Administration.

SULFONE INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 45.276.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 janvier 2001 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 septembre 1998, 1999 et 2000
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

II (04521/795/16)

Le Conseil d'Administration.

OTIS S.A. LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 26, rue Louvigny.
R. C. Luxembourg B 28.220.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 janvier 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2000
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04522/795/15)

Le Conseil d'Administration.

LYNES HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 18.584.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 10 janvier 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2000
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04523/795/15)

Le Conseil d'Administration.

FABER (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.039.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 janvier 2001* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2000
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04534/795/15)

Le Conseil d'Administration.

COPARRINAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 38.910.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *16 janvier 2001* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 16 novembre 2000 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04561/795/15)

Le Conseil d'Administration.

ACTIV'INVEST, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 66.828.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *15 janvier 2001* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 14 novembre 2000 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04562/795/15)

Le Conseil d'Administration.

AFFORD HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 20.965.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *16 janvier 2001* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 16 novembre 2000 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04563/795/15)

Le Conseil d'Administration.

**CONSORTIUM INTERNATIONAL D'INVESTISSEMENTS ECONOMIQUES S.A.,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.355.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 15 janvier 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 13 novembre 2000 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04564/795/16)

Le Conseil d'Administration.

VERNEL SECURITIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 46.207.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 15 janvier 2001 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 1^{er} décembre 2000 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04632/696/15)

Le Conseil d'Administration.

CONTRACTA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 13.737.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 janvier 2001 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 septembre 2000, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2000.
4. Divers.

II (04650/005/15)

Le Conseil d'Administration.

CIFCO S.A. HOLDING, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 14.650.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, le mardi 9 janvier 2001 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du liquidateur et présentation des comptes de la liquidation;
2. Nomination d'un commissaire de vérification des comptes de la liquidation.

II (04651/546/12)

Le liquidateur.

CIFCO S.A. HOLDING, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 14.650.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, le mardi 9 janvier 2001 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire de vérification des comptes de la liquidation;
2. Décharge au liquidateur et au commissaire;
3. Clôture de la liquidation;
4. Divers.

II (04652/546/15)

BREF, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.
R. C. Luxembourg B 66.514.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société qui aura lieu le lundi 8 janvier 2001 à 16.00 heures au siège de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. dissolution de la société,
2. nomination d'un liquidateur et fixation de sa rémunération
3. divers.

II (04694/268/13)

Le conseil d'administration.

SINOPIA M.B.F., SINOPIA MULTI BOND FUND, Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.601.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 8 January 2001 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and of the report of the Authorised Independent Auditor.
2. Approval of the annual accounts and appropriation of the results as at 30 September 2000.
3. Discharge to be granted to the Directors for the proper performance of their duties for the period ended 30 September 2000.
4. Re-election of the directors and of the auditor for a new term of three years.
5. Directors' fees.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

II (04697/755/23)

By order of the Board of Directors.

JEFFERIES UMBRELLA FUND, Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registere office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 34.758.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 8 January 2001 at 10.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the Board of Directors and of the report of the Auditor.
2. Approval of the annual accounts as at 30 September 2000 and allocation of the results.

3. Discharge to the Directors.
4. Re-election of the Directors and of the Authorised Independent Auditor for a new term of one year.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

II (04698/755/21)

By order of the Board of Directors.

ANGLO IRISH BANK WORLD DERIVATIVES, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt.
H. R. Luxemburg B 61.316.

Im Einklang mit Artikel 25 Absatz 2 der Satzung zu der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à Capital Variable) ANGLO IRISH BANK WORLD DERIVATIVES findet die

ORDENTLICHE GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

am 8. Januar 2001 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxemburg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. September 2000.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder für das Geschäftsjahr, das am 30. September 2001 endet.
6. Ernennung des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr, das am 30. September 2001 endet.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, daß die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis zum 2. Januar 2001 spätestens bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Luxemburg, im Dezember 2000.

ANGLO IRISH BANK WORLD DERIVATIVES

Der Verwaltungsrat.

II (04713/250/27)

AMSIT, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 64.893.

Le commissaire prie les actionnaires de la S.A. AMSIT d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires qui se tiendra extraordinairement le mardi 9 janvier 2001 à 11.00 heures à Luxembourg au 5, rue Emile Bian, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Révocation d'un administrateur
2. Nomination de 2 administrateurs
3. Limitation des pouvoirs des administrateurs

Les actionnaires sont informés que cette assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à ladite assemblée, les détenteurs d'actions au porteur devront présenter leurs certificats d'actions ou un certificat de blocage bancaire.

MAZARS & GUERARD (LUXEMBOURG)

Commissaire

II (04723/755/20)